



Table des matières

- 5** Préface
- 7** Introduction
- 13** **Les programmes scientifiques**
 - 13** **MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES**
 - Pays émergents, pays en développement et pays producteurs de matières premières
 - Intégration financière internationale
 - Concentration financière
 - Nouveaux enjeux de la politique budgétaire
 - Régime monétaire international
 - Macroéconomie et finance internationale pendant la crise sanitaire
 - Outils
 - 31** **MIGRATIONS INTERNATIONALES**
 - Appréhender les déterminants des flux migratoires
 - Analyser l'impact des migrations et des politiques migratoires
 - Approfondir notre connaissance des interactions entre migration et mondialisation
 - Contribuer à des travaux d'économie politique des migrations
 - Les migrations dans la crise sanitaire
 - 41** **POLITIQUE COMMERCIALE**
 - Protectionnisme
 - Environnement
 - Outils
 - Autres projets
 - 47** **ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL**
 - Entreprises multinationales et chaînes mondiales de valeur
 - Mondialisation et marché du travail
 - Compétitivité
 - Commerce international et spécialisation
 - Bases de données, profils et outils
 - Autres projets
- 57** **Les publications**
 - Recherche
 - Analyses
 - The CEPII Newsletter
- 69** **Le site internet du CEPII**
- 71** **La présence du CEPII dans les médias**
 - Articles et interviews (*sélection*)
 - Interviews audio et vidéo
- 77** **Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII**
- 80** **Rencontres organisées par le Club du CEPII**
- 83** **Participation à des groupes de travail et comités d'experts**
- 87** **Les relations partenariales**



Préface



Jean Lemierre
Président du Conseil
du CEPII

Violente et soudaine, la crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19 a pris une ampleur sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale. Si aucun pays n'a été épargné, le choc s'est matérialisé de façon très différente selon les contextes sanitaires, politiques, économiques, sociaux et financiers. Alors même que les transports internationaux étaient durement frappés, ces disparités se sont traduites par des fluctuations souvent brutales des flux internationaux de personnes, de biens, de services et de capitaux, parfois accompagnées de tensions palpables. Un tel épisode laisse nécessairement des traces durables, non seulement parce qu'il heurte directement les personnes, les entreprises, les sociétés et les Etats, mais également par les modifications persistantes qu'il suscite dans le comportement des différents acteurs. S'il est trop tôt pour connaître la nature des conséquences de cette crise, il est indispensable de s'attacher sans attendre à comprendre la façon dont elle peut rebattre les cartes de l'économie mondiale, remodeler l'environnement macroéconomique

et financier, et accélérer certaines mutations.

Pour porter des diagnostics justes, des analyses détaillées et rigoureuses sont plus utiles que jamais. Comme le montre ce rapport d'activité, l'équipe du CEPII s'y est attelée dès les débuts de la pandémie, infléchissant son programme de travail tout en tâchant de trouver un juste équilibre entre une démarche de recherche nécessairement ancrée dans un temps long et une analyse réactive des développements de la crise, en combinant bases de données, outils de modélisation, travaux de recherche, interventions dans les médias et organisation d'échanges et de débats. Ce rapport d'activité rend compte de la richesse de ces contributions, qui couvrent aussi bien les sujets commerciaux que macroéconomiques, financiers et migratoires. L'éclairage conjoint de ces différentes facettes est en effet une nécessité pour que l'analyse fine de questions précises puisse mener à une vision d'ensemble cohérente et féconde.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous en souhaiter une agréable lecture.

Introduction



Sébastien Jean
Directeur du CEPII

L'année 2020 a été une année hors normes. La crise sanitaire a frappé de plein fouet l'économie mondiale, chamboulant l'agenda de politique économique et renouvelant profondément les questionnements au cœur des activités du CEPII, comme d'ailleurs son fonctionnement. Le CEPII s'est adapté à ce contexte inédit. Il a associé à des analyses des conséquences immédiates de la crise un renouvellement de ses travaux plus structurels pour prendre en compte ce contexte nouveau. L'activité de suivi des questions de politique économique, qu'il s'agisse de conférences (44 y compris celles du *Club du CEPII*), d'interventions publiques ou de publications a également été réorientée en fonction de ce contexte nouveau. Dans le même temps, l'équipe du centre a poursuivi ses travaux de fond, méthodologiques, statistiques et de modélisation.

Ces travaux rencontrent un large écho, comme en témoigne par exemple l'intense fréquentation de notre site internet (plus de 2,3 millions de pages vues et 350 000 visites, en hausse de 20 % par rapport à l'année précédente, et près de 170 000 téléchargements). En 2020, les économistes du CEPII ont publié 204 articles de presse ou entretiens exclusifs. Au total, le CEPII est apparu 1970 fois dans les médias, un chiffre en hausse de 20 % par rapport à l'année précédente à indicateur comparable.

Ce rapport d'activité suit la division habituelle par programme scientifique du CEPII puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, nous nous sommes efforcés d'associer aux recherches structurantes et inscrites dans la durée, des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.



MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

Un premier axe de recherche sur la transmission des chocs financiers et la résilience des systèmes financiers a permis d'apporter un éclairage sur les risques induits par la crise. Un travail a notamment été mené sur la stabilité financière en étudiant l'adaptation du système européen de supervision et de résolution face au risque de crise bancaire. Plusieurs dimensions du système financier international ont également été appréhendées via l'utilisation de données microéconomiques, permettant de mettre en évidence : (i) la transmission inégale des chocs financiers et, en particulier, la dépendance du mécanisme d'accélérateur financier à la taille des entreprises ; (ii) la sensibilité des décisions d'investissement des firmes multinationales à l'incertitude, notamment celles pour lesquelles la rentabilité est la plus faible ; (iii) l'importance des paradis fiscaux dans le système financier international via un travail de quantification de l'évitement fiscal. L'analyse de la dépendance des pays émergents au cycle financier international a fait l'objet d'une analyse renouvelée mettant en lumière la volatilité macroéconomique que connaissent les pays producteurs de matières premières du fait des arbitrages financiers des investisseurs internationaux.

La crise a en outre amené à conduire des travaux non programmés sur les politiques menées par les banques centrales pour contrôler les taux longs et maintenir la soutenabilité des dettes publiques. Des estimations des déterminants des écarts de taux

souverains entre les pays de la zone euro pendant la pandémie ont ainsi été réalisées pour identifier l'effet des annonces et des interventions de la BCE. L'évolution de la doctrine monétaire a été analysée à l'aune des défis climatiques, de même que les vulnérabilités du capitalisme financiarisé face à l'urgence climatique, avec des propositions de refonte des institutions internationales afin de préserver les biens communs globaux. Plusieurs projets ont porté sur les évolutions du système monétaire international, avec un dollar de plus en plus contesté mais qui conserve son statut malgré la montée en puissance de la Chine.

Les travaux structurants sur les dynamiques de taux de change et l'analyse des régimes de change se sont poursuivis. La base Eqchange sur les taux de change réels effectifs et d'équilibre a été complétée par une nouvelle base de données, Multipril, sur les niveaux de prix, permettant d'améliorer la couverture et la qualité des comparaisons de compétitivité-prix à l'échelle mondiale. Une nouvelle classification des régimes de change a par ailleurs été élaborée pour dépasser les incohérences entre les différentes approches existantes et affiner la capacité analytique de cet outil. L'expertise du CEPII sur les taux de change d'équilibre et les régimes de change a également permis d'étudier la soutenabilité du projet de zone monétaire ECO en Afrique de l'Ouest et de mettre en évidence l'arbitrage auquel doivent faire face les pays d'Amérique latine dans leur choix de régime de change entre des écarts



à leurs taux de change fondamentaux ("mésalignements") de faible ampleur mais persistants en taux de change fixe, ou plus importants mais plus brefs en taux de change flexible.

La question des déséquilibres intra-européens et, notamment, les facteurs explicatifs de la persistance **des déficits commerciaux français et des excédents allemands très élevés**, ont fait l'objet d'une attention particulière. Un travail mené au sein de l'équipe MFI met en évidence l'importance de la divergence des politiques macroéconomiques (en particulier **fiscales**) **menées en France et en Allemagne** pour expliquer ces déséquilibres, et établit un chiffrage des mesures nécessaires pour rééquilibrer la demande au sein de la zone

euro. Ces déficits commerciaux persistants sont un facteur d'accélération de la désindustrialisation en France, un phénomène dont les conséquences durables sur l'emploi dans les territoires ont été étudiées à l'aide de données microéconomiques. Un travail a ainsi porté sur les effets de long terme des destructions d'emplois industriels sur les bassins d'emplois, ainsi que sur la capacité hétérogène de résistance de ces derniers à un choc négatif sur l'emploi industriel. Les conséquences des destructions d'emplois industriels sur la concentration du marché du travail (du fait de la faillite de nombreux employeurs) ont également été documentées, avec une analyse du rôle du commerce international comme facteur ayant pu accélérer cette concentration.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

L'activité du programme "Migrations internationales" du CEPIL a été structurée en 2020 autour de cinq axes de recherche.

Le premier portait sur les déterminants des flux migratoires. Les travaux qui y sont inscrits sur la modélisation de l'impact du changement climatique et celui des contraintes de capacité des universités sur les migrations étudiantes ont été ralentis par les réallocations de ressources qui ont résulté de la crise. Le second, sur la mesure de l'impact des migrations, incluait notamment un travail de longue haleine sur le lien entre migration et diffusion culturelle. Les résultats montrent que c'est la diffusion de valeurs et de normes culturelles du pays d'accueil vers le pays d'origine ("*cultural remittances*") qui

prévaut sur la diffusion des normes culturelles du pays d'origine dans le pays d'accueil.

Le troisième axe de travail du programme analysait les interactions entre migrations et mondialisation. Une étude ambitieuse sur l'analyse des dispositions relatives à la libre circulation des personnes dans les traités de libre-échange et leurs conséquences montre que si ces traités ont une incidence positive sur les déplacements d'affaires, qui eux-mêmes facilitent les échanges, **ils sont sans conséquences significatives sur les migrations définitives**. Une étude sur le lien entre recours à des travailleurs immigrés et productivité a été achevée. Elle montre que l'immigration sur un marché du travail local, en augmentant la variance des



capacités des travailleurs, peut faciliter le processus d'assortiment entre les entreprises et les travailleurs et contribuer ainsi à accroître la productivité des entreprises concernées. Une seconde étude conclue que la diversité des origines culturelles a un impact positif sur la maîtrise des processus de production complexes. Les résultats d'une évaluation économétrique des effets de l'immigration sur le marché du travail français entre 1982 et 2016 montrent que l'immigration a réduit le salaire moyen des hommes mais qu'elle n'a eu aucune conséquence sur leur taux d'emploi. En revanche, l'immigration a réduit les taux d'emploi et de participation des femmes au marché du travail sans conséquence sur leur salaire moyen. Toutefois, corrigé du biais de composition, l'effet de l'immigration sur les salaires des femmes apparaît similaire à celui qu'il a sur les salaires des hommes. Les résultats préliminaires d'un travail sur les effets des migrations sur le commerce international et les investissements directs (IDE) suggèrent que les seconds l'emportent sur les premiers. Une autre étude conclut que la diversité des lieux de naissance est positivement corrélée à la complexité économique d'un pays, en particulier lorsque des migrants très instruits s'installent dans des pays intermédiaires.

Le quatrième axe regroupait les travaux d'économie politique des

migrations. Une analyse fine de l'impact électoral de la présence de migrants montre que le vote pour les partis d'extrême droite est d'autant plus élevé que les immigrés sont peu diplômés et d'origine extra-européenne. Une étude portant sur les opinions négatives sur les immigrés montre que ces dernières découlent bien davantage de la perception que les natifs ont de l'impact des immigrés sur la criminalité et les finances publiques que de considérations culturelles ou économiques. Finalement, une étude sur le lien entre migrations et préférences pour la redistribution montre que les natifs sont moins favorables à la redistribution lorsque la proportion d'immigrants dans leur région de résidence est plus élevée, cette association variant toutefois en fonction de différents facteurs (origine et niveau de qualification des immigrants, degré de développement de l'État-providence, opinion politique, degré de ségrégation résidentielle).

L'équipe migration du CEPIL a également publié deux travaux directement liés au contexte de crise. Le premier évalue la perspective d'une substitution de robots aux travailleurs saisonniers immigrés dans le secteur agricole. Le second s'appuie sur la littérature pour mettre en garde contre les conséquences économiques adverses d'éventuelles mesures restrictives à l'immigration.

POLITIQUES COMMERCIALES

La crise sanitaire a apporté son lot d'interrogations aussi en matière de politiques commerciales. Nous aurons vu des gouvernements limiter

leurs exportations de biens indispensables pour lutter contre la pandémie alors que d'autres, plus dépendants des importations, baissaient leurs



barrières à l'importation concernant ces mêmes biens. Tout ceci dans un contexte international qui restait tendu et incertain. Nous avons fait le choix de maintenir le travail de fond sur les questions structurelles en matière de politiques commerciales, sans réorientation marquée du programme de travail, tout en y ajoutant un suivi attentif des évolutions liées à la crise sanitaire, dans le but de fournir des **éléments quantifiés, documentés et solides** pour alimenter le débat public.

Un premier résultat de ce choix est une série de publications et d'interventions **concernant le suivi des flux commerciaux et des politiques commerciales**. Nous y montrons que les secteurs les plus dépendants des chaînes de valeur mondiales n'ont pas présenté de vulnérabilité particulière pendant la crise sanitaire. Les échanges de gants, masques et autres équipements de protection individuelle, et les mesures commerciales les affectant, ont dans le même temps souligné les tensions issues des interdépendances. Ces éléments nourrissent le débat sur la **reconfiguration des chaînes de valeur**, en documentant leur résilience et en discutant de dépendances plutôt que de vulnérabilités, en notant l'**importance de la diversification des fournisseurs et de la constitution de stocks**. Le deuxième résultat est un fort investissement sur les liens entre commerce et environnement, cette question étant bien entendu connectée à celle de la crise sanitaire. Un rapport pour le Parlement européen fait ainsi le point sur les possibles modalités de mise en œuvre d'un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière. Il fait partie d'un ensemble de quatre rapports complémentaires, par des chercheurs européens, qui ont étudié les aspects

économiques, juridiques et politiques de ce mécanisme. Ces publications ont constitué les bases du travail qui a amené le Parlement européen à voter, **en mars 2021, une résolution affichant sa vision du mécanisme d'ajustement carbone à la frontière européenne**, en préparation de la proposition de mise en œuvre par la Commission européenne, attendue en juin 2021. Un second rapport pour le Parlement européen, réalisé en collaboration avec l'INRAE, fait le point sur les liens entre commerce international et biodiversité. Il passe en revue et analyse les outils de politique commerciale qui peuvent être mobilisés pour limiter les impacts du commerce et pour inciter les partenaires commerciaux à augmenter leur niveau d'ambition en matière de biodiversité, et plus généralement de préservation de l'environnement.

En parallèle, le travail d'entretien des outils de modélisation et des bases de données, en particulier de protection commerciale, s'est poursuivi. L'année 2020 a été surtout marquée par la mise à jour des projections de croissance à long terme, sur la base de nouvelles données et d'estimations revues. En outre, une nouvelle base sur les élasticités-prix du commerce, estimées à un niveau très détaillé, a été rendue publiquement disponible. Ce travail technique alimente de façon utile et innovante la communauté internationale de la recherche en matière de commerce.

La crise sanitaire aura eu aussi un impact sur le travail quotidien de l'équipe, en particulier en limitant l'accès à des données, ce qui a retardé quelques projets, qui seront **finalisés en 2021**.

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

Les travaux de l'équipe ACI ont été très affectés par la crise sanitaire en 2020, conduisant à reporter ou annuler plusieurs projets prévus au programme de travail au profit de travaux centrés sur les conséquences de la crise de la Covid-19.

Les travaux au programme sur la fiscalité des entreprises multinationales et l'évitement fiscal ont progressé et seront finalisés en 2021. Le travail sur le rôle de la mondialisation dans le phénomène de concentration des ventes sur différents marchés montre l'importance des rachats de marques par les entreprises multinationales dans la hausse de la concentration et des marges. Sur les questions de mondialisation et marché du travail et de compétitivité, plusieurs projets ont dû être reportés ou ajournés du fait notamment des restrictions d'accès aux locaux et donc aux données confidentielles utilisées pour ces études. Le travail sur l'impact de la libéralisation commerciale sur les salaires et les conditions de travail appliqué au cas de l'élargissement de l'UE en 2004 est en cours de finalisation. Celui sur le rôle des entreprises multinationales dans les exportations françaises a avancé et fait l'objet d'approfondissements cette année.

Les projets hors programme se sont attachés à documenter plusieurs aspects de l'insertion commerciale de la France en lien avec la crise sanitaire et des dépendances liées au développement des chaînes de valeur mondiales. Les travaux réalisés dans ce cadre se sont intéressés à l'évolution sur longue période du commerce **de la filière des produits de santé**, à l'ampleur des dépendances de la production à l'offre et à la demande étrangères de produits intermédiaires issues de la participation aux chaînes de valeur mondiales, aux objectifs des politiques de réindustrialisation ou au rôle de la gouvernance des multinationales dans la compétitivité des industries françaises et allemandes.

Sur le front des données, plusieurs développements ont été menés à bien cette année en plus des mises à jour de nos bases existantes. Pour assurer la transparence et une meilleure répliquabilité des travaux réalisés à partir des données du CEPII, nous avons mis en place un nouvel archivage systématique et réécrit les codes des bases de données BACI, TUV et WTFC sous logiciel libre (R). La base Gravity, qui rassemble toutes les données nécessaires à l'estimation d'équations de gravité, a été complètement refondue de façon à fournir sur un rythme annuel des données mises à jour et enrichies.



Programme scientifique

■ Macroéconomie et finance internationales

PAYS ÉMERGENTS, PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET PAYS PRODUCTEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES

AJUSTEMENTS MACROÉCONOMIQUES DANS LES PAYS PRODUCTEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES

La volatilité macroéconomique est une préoccupation fondamentale pour les pays en développement, en particulier pour les exportateurs de matières premières. Ce projet examine la dépendance macroéconomique de petites économies ouvertes productrices de matières premières aux variations du cycle financier international, et plus précisément aux évolutions du taux d'intérêt américain. Il met en évidence l'importance d'un canal financier *via* le stockage de ces matières premières. Lorsqu'un produit est stockable, un choc sur les marchés financiers internationaux a non seulement un impact sur les taux d'intérêt domestiques, mais également sur le prix du produit. Ce canal supplémentaire provient du fait que les prix des matières premières stockables réagissent aux fluctuations des taux d'intérêt mondiaux car les investisseurs internationaux vont arbitrer entre différents actifs en fonction de l'évolution de ces taux.

Ce travail étend la littérature en incluant ce mécanisme de stockage dans un modèle qui permet de représenter les ajustements macroéconomiques que connaissent les économies émergentes exportatrices de matières premières. Il montre que lorsque les prix des matières premières réagissent de manière endogène aux arbitrages financiers des investisseurs internationaux, les dynamiques de cette économie émergente sont amplifiées à la fois dans un régime de taux de change fixe et flexible. Cibler le prix de matières premières à l'exportation dans

Erica Perego en collaboration avec Vincent Bodart (UC Louvain), François Courtoy (UC Louvain)

Valérie Mignon, en collaboration
avec Jorge Carrera (Universidad
Nacional de La Plata,
Argentine), Blaise Gnimassoun
(EconomiX-CNRS),
Romain Restout (UC Louvain)

un tel cadre n'assure pas non plus une stabilisation complète de ces économies.

Référence

"World Interest Rates and Macroeconomic Adjustments in Developing Commodity Producing Countries", Vincent Bodart, François Courtoy, Erica Perego, *CEPII Working Paper*, n° 2021-01, janvier.

RÉGIME DE CHANGE ET MÉSALIGNEMENTS : EXISTE-T-IL UN ARBITRAGE ENTRE AMPLEUR ET DURÉE ?

Cette étude analyse de façon approfondie l'impact du régime de change sur les "mésalignements" des devises, c'est-à-dire sur l'écart entre la valeur observée du taux de change et sa valeur d'équilibre donnée par les fondamentaux économiques. L'étude porte sur un panel de 17 pays d'Amérique Latine au cours de la période 1970-2016.

Les résultats montrent que ces pays sont confrontés à un arbitrage majeur dans leur choix de régime de change entre (i) des mésalignements importants, mais moins persistants et (ii) des déséquilibres monétaires durables, mais plus faibles. En effet, si les régimes de change fixes ont l'avantage de réduire l'ampleur des mésalignements, ils accentuent leur persistance. Au contraire, les mésalignements sont plus élevés sous des régimes de change flexibles, mais sont moins persistants. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les régimes de change flexibles permettent une correction plus rapide des mésalignements. Grâce à la flexibilité, les variations du taux de change nominal ont un impact sur les prix relatifs et, donc, sur le taux de change réel, ce qui permet aux pays dont le régime de change est flexible de réagir plus rapidement lorsqu'ils sont confrontés à des chocs extérieurs. En contrepartie, un régime de change fixe tend à réduire l'inflation et les déficits. Au total, compte tenu de leur histoire, les pays d'Amérique Latine devraient accorder une attention toute particulière à leurs politiques de change, et doivent adopter des politiques qui encadrent le comportement du taux de change réel. En effet, préserver la valeur réelle du taux de change réel semble être la condition nécessaire pour soutenir la croissance dans la région.

Références

"Currency Misalignments and Exchange Rate Regimes in Latin American countries: A Trade-Off issue", Jorge Carrera, Blaise Gnimassoun, Valérie Mignon, Romain Restout, *CEPII Working Paper*, n° 2020-05, avril.

"Currency Misalignments and Exchange Rate Regimes in Latin American countries: A Trade-Off issue", Jorge Carrera, Blaise Gnimassoun, Valérie Mignon, Romain Restout, *Annales d'Économie et Statistiques*, n° 141, p. 71-102, mars 2021.



VERS UNE MONNAIE UNIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST ? SOUTENABILITÉ DU PROJET DE ZONE MONÉTAIRE ECO

Ce travail analyse la pertinence du projet ECO d'union monétaire de l'espace CEDEAO sous l'angle de la coordination des politiques économiques. L'approche s'articule autour de la prise en compte des objectifs nationaux dans la perspective d'intégration régionale.

L'application d'une analyse par grappes permet d'identifier dans l'espace CEDEAO deux groupes de pays partageant des niveaux et dynamiques similaires de taux de change soutenables. Les résultats montrent également que ni un ancrage rigide à une monnaie, ni un flottement "pur" ne serait souhaitable pour aucun des pays. L'analyse menée permet ainsi d'évaluer l'opportunité de dispositions monétaires alternatives à celles en vigueur et les résultats envoient un signal fort aux pays de l'UEMOA qui ont décidé de s'en tenir à leur ancrage à l'euro.

Dans l'ensemble, l'analyse réalisée plaide – dans une première étape – en faveur de deux ECOs, un pour chacune des deux zones identifiées. Chaque ECO servirait d'ancrage virtuel pour les monnaies nationales – avec un certain degré de flexibilité – et serait déterminé par un panier cohérent de monnaies. Cette première étape devrait durer suffisamment longtemps pour assurer la convergence tant nominale que réelle. Enfin, et au-delà de l'impact que la crise sanitaire actuelle pourrait avoir sur la composition des deux zones, il convient de rappeler le rôle clé qu'une réelle détermination politique jouera dans la construction de cette union monétaire.

Références

"On the Economic Desirability of the West African Monetary Union: Would One Currency Fit All?", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon, *CEPII Working Paper*, n° 2021-03, février.

"Fin du franc CFA: rupture ou façade?", Carl Grekou, réunion du *Club du CEPII*, 13 février 2020.

RÉGIME DE CHANGE, FLUX COMMERCIAUX ET DYNAMIQUE PRODUCTIVE

Ce projet porte sur l'étude du lien entre le régime de change et le commerce et vise plus spécifiquement deux objectifs : (i) apporter un éclairage nouveau sur la relation entre la nature du régime de change et les flux commerciaux entre pays ; (ii) examiner l'effet du régime de change sur la dynamique de la production nationale.

Le premier axe autour duquel s'articule ce projet s'inscrit en amont des travaux sur l'effet des unions monétaires sur le commerce dans la mesure où il vise à couvrir l'ensemble du spectre des régimes de change. Si la littérature existante attribue généralement des effets positifs aux unions monétaires, l'on ne dispose que de très peu d'éléments – qui plus est uniquement par extrapolation des résultats des études sur le lien entre volatilité du taux de change et commerce – pour les

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris-Nanterre)

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Blaise Gnimassoun (EconomiX-CNRS)

autres régimes de change. Or, le régime de change renferme bien plus d'informations importantes pour le commerce que la seule volatilité du change. Ainsi, on associera par exemple à un régime de change fixe à la fois un ancrage nominal du change, mais aussi un ancrage des prix – condition pour la pérennité du régime. Or, en l'absence de variation nominale de change et avec une rigidité des prix domestiques (ici à la hausse), le mécanisme de transfert de la demande de biens étrangers au profit de biens nationaux se retrouve bloqué. On peut donc s'attendre, conformément à la littérature existante, à un accroissement des flux commerciaux bilatéraux agrégés qui peuvent cependant cacher des asymétries au profit du pays de la monnaie ancre – en raison du différentiel de productivité. La persistance d'un tel régime de change pourrait donc à terme atrophier l'appareil productif national, rendant ainsi l'économie de plus en plus dépendante de ses partenaires. Ce mécanisme pourrait en outre être amplifié/accéléré par la discipline budgétaire et/ou le rationnement du crédit au profit de la défense de la parité du change.

Le présent projet adopte donc plusieurs niveaux d'analyse (macro-, méso/microéconomique) afin de couvrir les différentes ramifications encore inexplorées de cette problématique.

Le projet, débuté en 2020, est inscrit sur deux ans au programme de travail

INTÉGRATION FINANCIÈRE INTERNATIONALE

*Erica Perego, Fabien Tripier,
en collaboration avec
Olivier Pierrard (Banque
Centrale du Luxembourg)*

ASYMÉTRIE DE LA RÉGULATION ET TRANSMISSION INTERNATIONALE

La crise de la COVID-19 a conduit à adapter ce projet pour se focaliser sur les questions de stabilité financière. Plutôt que d'analyser les effets internationaux des changements nationaux de régulation financière, tel qu'initialement prévu, ce travail s'appuie sur une analyse de l'adéquation du système européen de supervision et de résolution face au risque de crise bancaire élevé dans le contexte économique exceptionnel de 2020.

L'étude qui en a découlé propose : (i) un état des lieux du système européen de supervision et de résolution hérité de la crise de 2008-09, (ii) une mise en perspectives à partir des données disponibles de la crise économique et financière de 2020 avec les précédentes grandes crises et (iii) une analyse des instruments de politiques économiques adéquats en cas de déclenchement d'une crise bancaire systémique consécutive à la crise économique engendrée par la COVID-19.

Il en ressort que les banques européennes sont plus solides aujourd'hui qu'elles ne l'étaient à la veille de la crise financière de 2007-2008, grâce aux réformes mises en place notamment dans le cadre de l'union bancaire. Si les liquidités offertes par la BCE dès le début de la crise



de la COVID-19 ont permis d'écarter un risque d'illiquidité des banques, il n'est pas exclu qu'il faille gérer une crise d'insolvabilité bancaire. En effet, le non-remboursement d'un crédit sur cinq suffirait à épuiser le niveau actuel des fonds propres. Il faudrait alors mobiliser le mécanisme de résolution (faillite ordonnée des banques), qui ne suffira probablement pas dans un contexte où, selon le Comité européen du risque systémique, le risque de défaut simultané est en train d'augmenter fortement. Resterait alors la mobilisation possible du mécanisme européen de stabilité. Mais, si ce complément se révélait insuffisant, le risque que ressurgisse une crise des dettes souveraines en zone euro s'en trouverait accru.

Références

"Les banques européennes à l'épreuve de la crise du Covid-19", Jézabel Couppey-Soubeyran, Erica Perego, Fabien Tripier, *CEPII Policy Brief*, n° 32, mai 2020.

"La crise sanitaire va-t-elle provoquer une nouvelle crise bancaire?", Fabien Tripier, *Xerfi Canal*, Vidéo, 18 juillet 2020.

"La crise sanitaire va-t-elle générer une nouvelle crise bancaire?", Jézabel Couppey-Soubeyran, Erica Perego, Fabien Tripier, *The Conversation*, 11 juin 2020, et *Le Blog du CEPII*, Billet, 19 juin 2020.

"UE : après la crise sanitaire et économique, le spectre de la crise bancaire", Fabien Tripier, *Marianne*, 16 décembre 2020.

"La crise sanitaire va-t-elle provoquer une nouvelle crise bancaire?", Fabien Tripier, *Xerfi Canal*, 18 juillet 2020.

CHOCs FINANCIERS ET INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES : QUEL RÔLE POUR LA GRANULARITÉ ?

Ce projet explore l'hétérogénéité des réponses des entreprises en termes d'investissement à des chocs financiers ou de politique monétaire. Plusieurs cadres analytiques prédisent en effet que le niveau d'actifs matériels détenus par les entreprises joue un rôle d'amplificateur des chocs financiers. Nous évaluons empiriquement l'hétérogénéité de ce mécanisme en fonction de la taille des entreprises, en utilisant la valeur des actifs immobiliers comme variable proxy du collatéral des entreprises, au moyen d'une base de données d'entreprises françaises combinant l'information comptable par entreprise contenue dans les bases FICUS/FARE/DADS et la base notariale de prix immobiliers au niveau local sur la période 1993-2015. La sensibilité de l'investissement des entreprises à la détention d'actifs collatéraux varie en fonction de leur niveau de productivité : alors que l'élasticité moyenne se situe autour de 0,2/0,3, l'écart va de 1 à 3 entre entreprises à la productivité faible (0,3/0,5) et forte (0,1/0,2).

Au-delà d'une compréhension plus fine des phénomènes macroéconomiques, cette analyse soulève des questions de politique économique importantes. Si la distribution de taille des entreprises varie d'un pays

Julia Bertin, Jérôme Héricourt, en collaboration avec Jean Imbs (PSE), Lise Patureau (Université Paris-Dauphine)

à l'autre, le même choc financier aura des implications agrégées différentes. Nous abordons donc cette problématique pour l'Union Européenne. En nous appuyant sur les informations de la base de données CompNet, nous estimons les distributions des tailles de firmes par pays. A l'aide de nos résultats précédents, nous pouvons alors réaliser un exercice comparatif d'évaluation du mécanisme d'accélérateur financier dans différents pays de l'Union européenne : l'élasticité médiane varie ainsi du simple (0,25) au double (0,5), de même que celle des entreprises appartenant au quartile de productivité le plus élevé (entre 0,2 et 0,4).

Ce résultat micro-fondé selon lequel le mécanisme d'accélérateur financier diffère selon les pays (du fait de l'hétérogénéité dans la distribution des entreprises) soulève des questions pour la transmission de la politique monétaire de la BCE.

Le projet sera achevé en 2021.

*Fabien Tripier, en collaboration
avec Timothée Gigout (Banque
de France)*

RISQUE ET RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER DES ENTREPRISES FRANÇAISES

La crise de la Covid-19 a remis en lumière les conséquences d'une situation d'incertitude radicale sur les décisions d'investissement. Ce projet avait pour objectif d'étudier les effets de l'incertitude dans un pays sur les investissements directs étrangers (IDE) à destination de ce pays. Une base de données des rendements des IDE réalisés en collaboration avec la Banque de France par les multinationales françaises depuis 2000 a été constituée. Elle permet de mesurer le caractère plus ou moins incertain des IDE dans un pays de destination à travers la dispersion des rendements réalisés dans ce pays. La plus grande incertitude est observée en 2008 en Thaïlande, une année marquée par une crise politique. Des valeurs élevées pendant la Grande Récession pour plusieurs pays émergents (Afrique du Sud, Inde et Roumanie) et les crises financières de 2001 en Argentine et en Turquie, ainsi qu'en Russie (en 2002 et 2006, année de tensions avec l'Ukraine et de sanctions internationales). Cette mesure est donc un indicateur synthétique des différentes dimensions de l'incertitude (économique, politique et financière).

L'exploitation de cette base de données montre qu'une augmentation de l'incertitude dans un pays diminue les IDE des multinationales françaises vers ce pays. Ce ralentissement des IDE se produit de manière différente selon les caractéristiques des multinationales. En effet, si les entreprises dont les performances en termes de rentabilité des IDE sont faibles réduisent durablement leurs investissements, les entreprises les plus performantes les augmentent au contraire. Cette réallocation des IDE entre multinationales peut s'expliquer par des contraintes financières plus fortes pesant sur les multinationales dont la rentabilité est moindre.



Références

"Cross-border Investments and Uncertainty: Firm-level Evidence", Rafael Cezar, Timothée Gigout, Fabien Tripier, *Journal of International Money and Finance*, vol. 108, novembre 2020.

"Cross-border Investments and Uncertainty Firm-level Evidence", Rafael Cezar, Timothée Gigout, Fabien Tripier, *CEPII Working Paper*, n° 2020-03, mars.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX ET PARADIS FISCAUX

Les paradis fiscaux sont au cœur du système financier international : ils sont à l'origine ou à la destination de près de la moitié des investissements internationaux, sans commune mesure avec leur poids en termes de PIB. Ce projet vise à quantifier dans quelle mesure l'évitement fiscal biaise la géographie de la finance internationale, en mobilisant les statistiques de balance des paiements sur les investissements directs étrangers (IDE) et le volume d'actions et de titres de dette détenues entre pays (qui nous informe par exemple sur le montant d'actions françaises détenues par des résidents au Panama). Ces données montrent des montants hors du commun depuis le milieu des années 2000 : les IDE représentent ainsi 2 400 % du PIB dans les paradis fiscaux contre seulement 44 % du PIB dans les autres pays. Les stocks de titres de portefeuille s'élèvent en moyenne à 1 000 % du PIB pour les paradis fiscaux contre 22 % pour les autres pays. Pour aller au-delà de ces chiffres bruts, nous utilisons un modèle gravitaire de façon à identifier pour chaque pays les stocks d'investissement "anormaux", c'est-à-dire ne pouvant pas être expliqués par les déterminants classiques (taille économique, géographie, liens historiques, etc.) des investissements. Nous estimons que les stocks anormaux représentent 80 % des stocks d'investissements internationaux passant par les paradis fiscaux, une proportion en augmentation dans le temps. Ces stocks anormaux sont par ailleurs concentrés dans quelques paradis fiscaux, notamment européens : les Îles Caïman, les Bermudes, le Luxembourg, Hong Kong, l'Irlande et les Pays-Bas (ce dernier n'étant pas listé comme paradis fiscal dans la liste que nous utilisons).

Références

"Grey Zones in Global Finance: The Distorted Geography of Cross-Border Investments", Anne-Laure Delatte, Amélie Guillin, Vincent Vicard, *CEPII Working Paper*, n° 2020-07, mai.

"Luxleaks" : le rôle toujours plus important du Luxembourg dans l'évitement fiscal", Vincent Vicard, Vincent Bouvatier, Amélie Guillin, Anne-Laure Delatte et Gunther Capelle-Blancard, *La Tribune*, 19 février 2021.

"Évitement fiscal : le rôle toujours plus important du Luxembourg", Vincent Vicard, *The Conversation*, 16 février 2021.

Anne-Laure Delatte,
Vincent Vicard, en collaboration
avec Amélie Guillin (Université
Paris Est Créteil)



CONCENTRATION FINANCIÈRE

Axelle Arquié, Julia Bertin

CONCENTRATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI ET SALAIRES : LE CAS DE LA FRANCE

Ce projet apporte un éclairage sur la concentration du marché du travail, un phénomène qui s'accroît en période de crise avec la faillite de nombreux employeurs et que la crise sanitaire pourrait donc renforcer. Dans le secteur industriel notamment, de nombreux bassins d'emplois français reposent sur un nombre restreint d'employeurs, rendant ainsi le marché du travail particulièrement vulnérable en période de crise. Ce projet sur 2 ans (initié en 2020) a ainsi pour objectif de documenter ce phénomène en mettant en évidence la vulnérabilité de certains bassins d'emplois, présentant de très forts niveaux de concentration, et d'analyser comment le commerce international pourrait contribuer à augmenter cette concentration en fragilisant certaines industries.

Dans un premier temps, nous avons quantifié, à l'aide de données microéconomiques, les effets de cette concentration accrue sur les salaires et les inégalités. Davantage de concentration conduit à une compression des salaires et à une augmentation des inégalités, via le renforcement du pouvoir de négociation des employeurs, qui affecte davantage les travailleurs non-qualifiés. Nous travaillons désormais sur le lien entre concentration du marché du travail et exposition aux importations chinoises. La concurrence avec la Chine, producteur à bas coût, pourrait réduire le nombre d'employeurs, augmentant ainsi la concentration de certains bassins d'emploi.

Référence

"Les dessous de la concentration", Axelle Arquié, Julia Bertin, *in L'économie mondiale 2021*, chap IV, La Découverte, septembre 2020.

NOUVEAUX ENJEUX DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Axelle Arquié, Thomas Grjebine

STRUCTURES DE PRODUCTION ET POLITIQUES BUDGÉTAIRES : UNE ANALYSE À PARTIR DE DONNÉES MICROÉCONOMIQUES

La crise de la Covid-19 a conduit à adapter ce projet pour mieux appréhender la désindustrialisation de l'économie française qu'elle a mise en lumière. La crise pourrait en effet engendrer une nouvelle accélération des destructions d'emplois industriels avec des conséquences potentiellement durables aussi bien sur les individus concernés que sur les bassins d'emplois. Pour apporter un éclairage sur ce phénomène, nous nous appuyons sur des données microéconomiques afin d'identifier les conséquences à long terme des destructions d'emplois industriels survenues lors des crises précédentes, et d'analyser la capacité de résistance hétérogène des bassins d'emploi face à un choc négatif sur l'emploi industriel.



Ce projet, initié en 2020 et prévu sur deux ans, comporte plusieurs étapes. Nous avons tout d'abord estimé les effets d'entraînement, ou multiplicateur, des destructions d'emplois industriels sur l'emploi total d'un bassin d'emploi. En effet, lorsqu'un site de production ferme, les emplois des sous-traitants et de tous les services associés sont également menacés : nous estimons qu'entre 2008 et 2019 une réduction de l'emploi industriel de 1 % s'accompagnait d'une baisse de 0,6 % de l'emploi total du bassin d'emploi – un effet multiplicateur plus important pour l'industrie que pour les autres secteurs d'activités. Nous travaillons désormais à estimer les conséquences à plus long terme de ces destructions d'emplois industriels. Des études, menées sur les États-Unis ou l'Allemagne, montrent à ce titre que les effets des licenciements massifs perdurent, et peuvent même s'aggraver près de 10 ans après la fermeture d'un site. Nous cherchons à quantifier de tels effets en France, en étudiant les trajectoires individuelles pendant les dix ans consécutifs à la crise de 2007-2009. Dans un second temps, nous souhaitons estimer les effets de ces destructions d'emplois sur le bassin d'emploi dans son ensemble, pour analyser leur caractère potentiellement déflagrateur pour les territoires concernés, et à l'inverse l'importance des réallocations sectorielles qui pourraient limiter leurs effets. À partir de ces éléments, l'objectif sera *in fine* de calculer un coût cumulé pour la collectivité de cette désindustrialisation (notamment via l'augmentation des prestations sociales engendrée par les suppressions d'emplois et les pertes de recettes fiscales dues à la baisse d'activité) – des chiffres à mettre en regard de ceux évoqués pour préserver et développer la production industrielle sur le territoire.

Référence

"À Béthune, "le coût cumulé sur dix ans de la fermeture de Bridgestone s'élève au minimum à 228 millions d'euros", Axelle Arquié, Thomas Grjebine, *Le Monde*, 1^{er} décembre 2020.

POLITIQUES FISCALES ET COMPÉTITIVITÉ

La crise de la Covid-19 a mis en lumière la désindustrialisation accélérée de l'économie française et ses déficits extérieurs persistants. Contrairement à l'Allemagne qui a mené depuis le début des années 2000 une politique de compression de la demande, les politiques plus expansionnistes mises en œuvre en France dans les années 2000 ont pu avoir comme effet de relancer la demande, mais aussi de dégrader sa compétitivité (via l'appréciation du taux de change réel qui accompagne une telle hausse de la demande agrégée).

Ce projet vise à mesurer plus précisément l'impact des politiques fiscales menées en France sur la compétitivité et les soldes extérieurs. Il a nécessité l'élaboration d'une base de données sur les principaux changements fiscaux intervenus en France depuis 1945, et leurs motivations, sur le modèle des bases de données existantes aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne. Ces chocs fiscaux ont été d'abord

Thomas Grjebine,
François Geerolf



utilisés dans le cadre de notre analyse des déterminants des excédents extérieurs allemands (MFI-4.3) pour avoir des estimations de l'effet de la demande externe adressée à l'Allemagne : la politique de compression de la demande menée en Allemagne n'a en effet été possible que parce que ses partenaires commerciaux relançaient parallèlement leur demande. Nous allons cette année mesurer plus spécifiquement l'impact des politiques fiscales – en dissociant selon le type d'impôts (ménages ou entreprises) – sur les soldes extérieurs français et la compétitivité. L'utilisation d'une typologie des taxes doit permettre de formuler des préconisations de politique économique, en particulier sur les taxes ayant le plus d'effet sur l'activité et la compétitivité.

Référence

Voir projet suivant, les deux projets étant très complémentaires.

Thomas Grjebine,
François Geerolf

LE "SAVING GLUT" ALLEMAND : UNE ANALYSE DE L'IMPACT MACROÉCONOMIQUE DES RÉFORMES DE LA PROTECTION SOCIALE SUR LES EXCÉDENTS COURANTS ALLEMANDS

La crise sanitaire a remis au centre du débat l'hétérogénéité des niveaux de désindustrialisation et de balances commerciales des pays européens, et plus particulièrement au sein du couple franco-allemand. L'objectif de ce projet était d'étudier les déterminants des excédents records allemands, en mettant en lumière le rôle des réformes de la protection sociale et des politiques macroéconomiques dans la très forte augmentation de l'épargne par rapport à l'investissement observée depuis le début des années 2000.

Plus précisément, nous montrons que l'Allemagne a mené une politique de compression de la demande qui s'est appuyée à la fois sur des politiques fiscales (via des hausses d'impôts sur les classes moyennes qui ont affecté la consommation et stimulé l'épargne) et sur des réformes de la protection sociale qui ont provoqué une forte réduction des dépenses de retraites et du niveau des pensions. Au total, selon nos calculs, les ménages allemands ont supporté l'équivalent d'une hausse d'impôts de plus 5 points de PIB entre 2001 et 2018. Cette politique de compression de la demande a conduit à une compression des importations allemandes et à une hausse de ses exportations, permettant d'expliquer une grande partie des évolutions du solde extérieur allemand depuis 2000. Elle a de ce fait réduit la demande externe adressée à la France, ce qui a contribué à la dégradation de son solde extérieur. Un chiffrage indicatif des mesures nécessaires pour rééquilibrer la demande au sein de la zone euro établit qu'une baisse pérenne de la TVA de 3 points en Allemagne, accompagnée d'une augmentation des dépenses sociales de 1 point de PIB, serait suffisante pour ramener le compte courant allemand à sa valeur d'équilibre calculée par le FMI (2,5 % du PIB).



Références

"Désindustrialisation (accélérée): le rôle des politiques macroéconomiques", François Geerolf, Thomas Grjebine, in *L'économie mondiale 2021*, chap III, La Découverte, septembre 2020.

"Rééquilibrage de la zone euro : plus facile avec le bon diagnostic !", François Geerolf, Thomas Grjebine, *La Lettre du CEPII*, n° 411, octobre 2020.

"Coronavirus : "L'Europe doit cesser son jeu de dupes"", François Geerolf, Thomas Grjebine, *Le Monde*, 10 avril 2020 (publié sur *Le Blog du CEPII*, Billet, 14 avril 2020).

"Pourquoi les Allemands doivent dépenser plus", François Geerolf, Thomas Grjebine, *Alternatives économiques*, 20 novembre 2020.

"L'Europe à quitte ou double", Thomas Grjebine, André Grjebine, *Le Soir*, 27 avril 2020 (publié sur *Le Blog du CEPII*, le 30 avril 2020).

"La France dans la spirale de la désindustrialisation", Thomas Grjebine, *Xerfi Canal*, Vidéo, 2 novembre 2020.

"Sortir du cercle vicieux du décrochage industriel", Thomas Grjebine, *Alternatives économiques*, 3 mars 2021.

RÉGIME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE MONÉTAIRE SOUS L'INFLUENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Michel Aglietta

Ce projet vise à établir une synthèse des débats et controverses suscités par la prise en compte du changement climatique et plus généralement des questions environnementales dans la conception de la politique monétaire. Ces débats sont le prélude d'un changement profond vis-à-vis du dogme de la neutralité monétaire. Nous avons étudié différentes dimensions de la question : économie circulaire et monnaies locales ; importance de l'impulsion des banques centrales pour rendre les systèmes financiers aptes à financer le changement climatique, etc. Il a conduit à une publication commune avec le projet suivant.

LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Michel Aglietta

Ce projet visait à étudier la transformation du système monétaire international avec la remise en cause de la prépondérance du dollar et le rôle croissant que pourrait jouer la Chine dans un nouveau SMI. Nous analysons les raisons pour lesquelles le principe de la devise clé, représentée par le dollar, s'affaiblit et pourrait ne pas survivre à la prochaine décennie. Le déclin relatif des États-Unis par rapport à la Chine dans l'économie réelle entre en effet en contradiction avec le maintien de sa prépondérance financière. Le changement de doctrine de la Chine avec l'affirmation du principe de la "double circulation" tourné vers le développement du marché intérieur pourrait également remettre en cause le statut du dollar. Nous étudions la tendance vers une internationali-

Michel Aglietta, en collaboration
avec Étienne Espagne (Agence
Française de Développement)

sation du renminbi et la perspective du remplacement du système de la devise clé par un système multilatéral fondé sur les droits de tirage spéciaux (DTS). Nous analysons également le risque d'une déglobalisation partielle et d'une régionalisation du système monétaire par la formation d'espaces régionaux rivaux.

Référence

Le futur de la monnaie, Michel Aglietta et Natacha Valla, éditions Odile Jacob, février 2021.

LA RÉFORME DU CAPITALISME FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

La pandémie de la Covid-19 a souligné les difficultés des régimes de croissance financiarisée à répondre à des crises sanitaires et environnementales d'envergure mondiale. Le réchauffement climatique en cours fait partie d'un problème encore plus large de viabilité des interactions entre l'environnement naturel et la logique capitaliste.

Nous partons d'une analyse historique pour dégager de nouveaux principes régulateurs du capitalisme qui prennent en compte les relations entre franchissement des limites planétaires et vulnérabilités financières. Les périodes de crise sont rarement propices aux politiques environnementales, mais celle qui frappe actuellement l'économie mondiale, parce qu'elle est venue souligner le dérèglement de nos rapports à la nature, pourrait bien conduire à un tournant décisif dans l'engagement en faveur de la transition écologique.

Nous montrons qu'il ne s'agit pas ici seulement de corriger une défaillance de marché par l'établissement d'un prix de carbone, mais de s'inscrire dans un modèle de croissance radicalement différent qui repose sur la construction d'institutions sociales qui orientent les horizons et les anticipations des acteurs. Dans cette optique, nous développons la notion de Green New Deal, reposant sur la référence explicite au New Deal de Roosevelt, et nous définissons les conditions pour la construction d'institutions à l'échelle internationale qui permettent de préserver les biens communs globaux. Il s'agira notamment de contenir la dissociation spatiale entre les émissions de gaz à effet de serre produites et consommées, permise par le commerce international.

Références

"Et maintenant, quel Green New Deal ? Perspectives pour une écologie politique", Michel Aglietta, Étienne Espagne, *in L'économie mondiale 2021*, chap V, La Découverte, septembre 2020.

"Les enseignements de la crise de la Covid-19 pour un Green New Deal Global", *Xerfi Canal*, Vidéo, 13 octobre 2020.

"Un Green New Deal européen : quelle stratégie ?", Michel Aglietta, *Xerfi Canal*, Vidéo, 28 octobre 2020.



SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL : LA PRIMAUTÉ DU DOLLAR EST-ELLE VRAIMENT MENACÉE ?

Carl Grekou

La primauté du dollar héritée du système de Bretton Woods contraste avec un monde de plus en plus multipolaire où le poids économique des États-Unis s'amenuise. La crise sanitaire, alors que la croissance mondiale garde encore les stigmates des dernières crises, fait ressurgir l'idée d'alternatives. Ce travail s'interroge sur la réalité d'un éventuel déclin du dollar dans un futur proche.

Il part d'une analyse historique de l'évolution du système monétaire international moderne pour montrer comment le dollar s'était imposé. Couronné par le système de Bretton Woods, la devise américaine est encore aujourd'hui la principale monnaie internationale quel que soit le critère considéré. La persistance de cette hégémonie tient, abstraction faite des considérations politiques, aux externalités de réseaux, à la finance américaine et surtout à l'absence de concurrents sérieux : l'euro peine à apparaître comme une réserve de valeur crédible, le renminbi est encore trop étroitement lié au dollar, et les monnaies digitales, malgré l'engouement, soulèvent un grand nombre de questions dont celles de la souveraineté des États et de la coordination internationale. Bien que certaines forces soient déjà à l'œuvre, l'horizon d'un éventuel déclin du dollar apparaît donc bien lointain.

Références

"Un dollar contesté, mais toujours pas détrôné", Carl Grekou, *in L'économie mondiale 2021*, chap VI, La Découverte, septembre 2020

"Pourquoi le dollar reste roi ?", Carl Grekou, *Xerfi Canal*, Vidéo, 1^{er} décembre 2020.

UNE NOUVELLE CLASSIFICATION DES RÉGIMES DE CHANGE POUR RÉPONDRE AUX DISCORDANCES ENTRE LES CLASSIFICATIONS EXISTANTES

Carl Grekou, en collaboration avec Cécile Couharde (Université Paris-Nanterre)

Ce projet vise à établir une nouvelle classification des régimes de change. La littérature sur les effets associés aux choix des régimes de change se caractérise en effet par une absence notable de consensus comme l'illustre le faible taux de concordance entre les différentes classifications de facto de régimes de change (i.e. les régimes effectivement mis en place). L'objectif est d'expliquer les divergences entre les classifications de régimes de change pour exploiter les complémentarités et définir ensuite une classification de synthèse.

Afin de couvrir tout le spectre des classifications existantes, nous considérons les deux classifications les plus opposées d'un point de vue méthodologique. Ces dernières s'avèrent être les plus discordantes mais également les plus populaires dans la littérature. Nous montrons que 40 % des observations entre ces deux classifications ne sont pas directement comparables car classifiées de façon ad hoc – hors algorithme de classification. L'analyse des sources de divergences révèle par ailleurs leur nature complexe. Les désaccords entre les classifica-



tions considérées s'expliquent ainsi principalement par les différences de seuils définissant les différents régimes et par les intrications entre les variables sous-jacentes à ces classifications. En nous appuyant sur le cadre commun utilisé pour identifier les sources de discordances, nous proposons alors une classification de synthèse qui permet de capter les définitions communes des différents régimes. Affichant des taux de concordance (très) élevés avec les autres classifications, elle apporte un nouvel éclairage sur l'évolution des régimes de change dans l'ère post Bretton Woods et sur les conséquences économiques du choix d'un régime de change, en particulier concernant le risque de crise de change.

Référence

"Better Two Eyes than One: A Synthesis Classification of Exchange Rate Regimes", Cécile Couharde, Carl Grekou, *CEPII Working Paper* (à paraître).

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALE PENDANT LA CRISE SANITAIRE

Fabien Tripier, en collaboration
avec Aymeric Ortmans
(Université Paris-Saclay)

INTERVENTIONS DE LA BCE ET ARRÊT DE LA CONTAGION DE LA COVID-19 AUX MARCHÉS FINANCIERS

Ce projet vise à étudier comment les annonces de la BCE ont permis de stopper en mars 2020 l'augmentation des taux souverains et la contagion de la crise aux marchés financiers. A partir de la mi-février, les marchés boursiers et des dettes souveraines européens connaissaient en effet des tensions exceptionnelles alimentées par la progression du nombre de cas de Covid-19. L'intervention de Christine Lagarde le 12 mars et son "nous ne sommes pas là pour resserrer les écarts de taux" ont déclenché une nouvelle secousse sur les marchés et beaucoup considèrent que c'est l'intervention du 18 mars qui a permis de rétablir le calme. L'objectif de ce projet était d'analyser le rôle de la BCE dans cet apaisement des tensions financières, et de mesurer quand et comment ses interventions ont permis de rassurer les marchés. Les estimations économétriques réalisées dans ce cadre montrent ainsi que la sensibilité des marchés au nombre de nouveaux cas de Covid-19, particulièrement forte début mars, s'est éteinte pour l'essentiel dès l'intervention du 12 mars mettant fin à la situation explosive sur les marchés de la dette souveraine italienne, espagnole et, dans une moindre mesure, française. Nous analysons ensuite comment la gestion de cette crise conforte le leadership de la BCE au sein des institutions européennes et les questions posées par la poursuite de sa politique monétaire accommodante.

Références

"Covid-19 Induced Sovereign Risk in the Euro Area: When Did the ECB Stop the Contagion?", Aymeric Ortmans, Fabien Tripier, *CEPII Working Paper*, n° 2020-11, octobre.

"Quand la BCE a-t-elle stoppé la contagion de la Covid-19 aux marchés financiers ?", Aymeric Ortmans, Fabien Tripier, *La Lettre du CEPII*, n° 416, mars 2021.



SOUTENABILITÉ DES DETTES PUBLIQUES ET CONTRÔLE DES TAUX LONGS

Thomas Grjebine

La crise de la Covid-19 a ravivé les débats autour de la soutenabilité des dettes publiques et les craintes du retour d'une crise des dettes souveraines. Si l'on observe une baisse tendancielle des taux d'intérêt dans les pays avancés depuis les années 1980 – un phénomène qui peut s'expliquer par une abondance d'épargne au niveau mondial par rapport aux opportunités d'investissement (stagnation séculaire) – la faiblesse actuelle des taux ne garantit pas qu'un mouvement de défiance envers certains titres souverains se produise et conduise à leur augmentation soudaine. L'efficacité des politiques mises en œuvre par les banques centrales pour maintenir des taux bas est ainsi un facteur crucial pour la soutenabilité des dettes publiques et la poursuite du financement des plans de relance, mais ces politiques sont elles-mêmes porteuses de risques (instabilité financière, retour de l'inflation)

L'objectif de cette étude est d'analyser les enjeux actuels autour de la soutenabilité des dettes publiques à la lumière d'épisodes historiques de gestion de niveaux très élevés de dettes. Une attention particulière a été dévolue aux politiques de contrôle des taux longs, menées notamment dans l'après-guerre par la Fed ou la Banque d'Angleterre, pour abaisser le coût de financement des dépenses publiques, et à l'étude des risques qui y sont associés. La banque centrale s'engageait dans ce cadre à acheter la quantité d'obligations d'État nécessaire pour que le taux d'intérêt ne dépasse pas un certain niveau. Ces politiques ont été arrêtées dans les années 1950-1960 avec le retour de l'inflation – ce qui fait écho aux débats actuels autour des risques de "surchauffe" outre-Atlantique. Nous montrons que de tels risques doivent être nuancés : d'une part, parce que les expériences plus récentes n'ont pas induit de poussée inflationniste – notamment au Japon où une telle politique de contrôle des taux longs est menée depuis 2016 ; d'autre part parce que le contexte de stagnation séculaire pourrait même faire craindre des "pressions déflationnistes". Au-delà des pratiques de banques centrales, ce projet va se poursuivre cette année en analysant comment historiquement les pays avancés, et notamment la France et le Royaume-Uni, ont pu digérer des niveaux élevés de dette publique, et en apportant un éclairage sur les conséquences économiques des différentes options choisies.

Références

"Une solution "à la japonaise" pour éviter la crise des dettes souveraines", Thomas Grjebine, *Alternatives économiques*, 29 avril 2020 (publié sur *Le Blog du CEPII*, Billet, 28 avril 2020).

"Faut-il s'inquiéter de l'envolée de la dette publique française ?", Thomas Grjebine, *The Conversation*, Audio, 25 février 2021.

"Dettes publiques: quel est le risque d'une nouvelle crise?", Thomas Grjebine, *Alternatives économiques*, 20 janvier 2021 (publié sur *Le Blog du CEPII*, 26 février 2021).



Anne-Laure Delatte,
en collaboration avec
Alexis Guillaume (Université
Clermont Auvergne)

LES DÉTERMINANTS DES ÉCARTS DE TAUX SOUVERAINS PENDANT LA CRISE DE LA COVID-19

La montée des taux d'intérêts souverains au début de la pandémie a fait craindre le retour d'une crise des dettes souveraines. Ce travail vise à évaluer les facteurs expliquant l'augmentation des spreads, c'est-à-dire des écarts de taux souverains, entre début janvier et fin mai 2020. Pour cela, une base de données originale a été créée regroupant des variables sanitaires, financières et macroéconomiques pour 13 pays de la zone euro. Les annonces et les achats d'actifs de la BCE ont également été inclus dans l'analyse.

L'analyse économétrique montre que les écarts de taux dépendent avant tout du niveau de dette publique avant la crise, de la solidité perçue du système bancaire et des capacités du système de santé. Pendant la période étudiée, les annonces de la BCE ont eu plus d'effets sur la réduction des taux que les achats d'actifs eux-mêmes. Ces annonces ont surtout eu un effet significatif sur les taux des pays initialement les plus endettés.

Référence

"Covid 19: A New Challenge for the EMU?", Anne-Laure Delatte, Alexis Guillaume, *CEPII Working Paper*, n° 2020-08, juillet.

Michel Aglietta, en collaboration
avec Sabrina Khanniche (Pictet
Asset Management, Genève)

LES VULNÉRABILITÉS FINANCIÈRES FACE À LA CRISE DE LA COVID-19

Ce travail vise à étudier les vulnérabilités du capitalisme financiarisé, révélées et accentuées par la crise de la Covid-19. La pandémie actuelle est en effet un phénomène naturel qui n'est pas sans lien avec la dégradation de la biodiversité dont nos sociétés capitalistes sont responsables. Elle vient frapper une économie mondiale où se sont accumulées les vulnérabilités financières héritées de la crise précédente. Dans ce contexte, nous analysons comment la baisse du prix des matières premières et la course à la liquidité, qui s'est amorcée depuis l'extension de la pandémie à l'ensemble de la planète, pourraient provoquer un retournement du cycle financier. L'endigement de cette pandémie globale réclame une coopération internationale des politiques publiques qui ne reproduise pas les erreurs de 2008 : créer plus de dettes pour résoudre une crise financière provoquée par un excès de dettes. Ce projet analyse ainsi pourquoi il semble préférable de protéger les citoyens par des apports directs de monnaie et les entreprises par un moratoire temporaire sur l'endettement plutôt que d'ajouter à l'excès de dettes.

Références

"La vulnérabilité du capitalisme financiarisé face au Coronavirus", Michel Aglietta, Sabrina Khanniche, *La Lettre du CEPII*, n° 407, avril 2020.

"Le risque de crise financière en 2020", Michel Aglietta, *Le Blog du CEPII*, 26 mars 2020.



OUTILS

EXTENSION DE LA BASE DE DONNÉES EQCHANGE

L'objectif est de développer et enrichir la base EQCHANGE du CEPII portant sur les taux de change effectifs, les taux de change d'équilibre et les mésalignements de change. A cette fin, une nouvelle base de données sur les niveaux de prix (MPL) a été créée en 2020. La base de données appelée MULTIPRIL couvre un large échantillon de 178 pays sur la période 1990-2018, et comprend des séries de niveaux de prix relatifs calculées par rapport à deux ensembles de partenaires commerciaux (177 et les 30 premiers) selon trois schémas de pondération reposant sur les échanges commerciaux. Elle contient également des séries de mésalignements de change basées sur les MPL pour 156 pays sur la période 1991-2018.

MULTIPRIL permet d'améliorer la couverture et la qualité des comparaisons de compétitivité-prix à l'échelle mondiale. En se concentrant sur les niveaux de prix relatifs, MULTIPRIL complète utilement la base de données EQCHANGE sur les taux de change d'équilibre et les mésalignements de change dérivés de séries en indices. Sa nature multilatérale offre une image plus complète des niveaux de prix relatifs et des mésalignements de change par rapport aux mesures bilatérales existantes.

La base de données MULTIPRIL permet ainsi la réalisation d'études supplémentaires par rapport à celles basées sur les indices des taux de change effectifs réels et les mesures bilatérales du niveau des prix. Par conséquent, la publication de cette nouvelle base de données devrait permettre de contribuer à la compréhension des déséquilibres mondiaux, ainsi qu'à la définition de politiques et des changements structurels nécessaires pour les corriger.

Références

"MULTIPRIL, a New Database on Multilateral Price Levels and Currency Misalignments", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon, *CEPII Working Paper*, n° 2020-12, octobre.

"MULTIPRIL, a New Database on Multilateral Price Levels and Currency Misalignments", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon, *International Economics*, vol. 165, 2021.

Anne-Laure Delatte,
Carl Grekou, Valérie Mignon,
en collaboration avec
Cécile Couharde (Université
Paris Nanterre)



Programme scientifique

Migrations internationales

APPRÉHENDER LES DÉTERMINANTS DES FLUX MIGRATOIRES

MODÉLISATION DE L'IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES FLUX MIGRATOIRES INTERNATIONAUX

Ce projet consiste à étendre un modèle d'équilibre général calculable qui évalue l'impact du changement climatique sur les flux migratoires internationaux ("migrations climatiques") autour de trois scénarios climatiques (pessimiste, médian, optimiste) prenant en compte des hypothèses cohérentes de l'élévation des températures et de montée du niveau des mers. Dans sa version actuelle, le modèle prend en compte l'impact des variables environnementales sur la sphère économique. En revanche, il ne prend pas en compte l'impact des politiques économiques destinées à atténuer le changement climatique. Or, ces politiques ont également des effets sur les incitations à la migration.

Une collecte des données relatives aux coûts des politiques climatiques en point de PIB suivant différents scénarios socio-économiques (Scenarios SSP) et scénarios d'intensité de politiques environnementales (scénarios RCP) a été réalisée. Le projet a été mis à l'arrêt pendant la crise sanitaire principalement en raison des responsabilités publiques qu'un des co-auteurs a prises dans son pays de résidence. Il devrait pouvoir redémarrer au printemps 2021.

LA PRISE EN COMPTE DES CONTRAINTES DE CAPACITÉS DES UNIVERSITÉS DANS LES CHOIX DE LOCALISATION DES ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

Les estimations des préférences des étudiants en mobilité internationale (migrants) dans leur choix d'université (pays de destination) sont obtenues.

Lionel Ragot, en collaboration avec Frédéric Doquier (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research)

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)

nues à partir des données d'inscription des étudiants dans les universités des pays d'accueil. Néanmoins, l'existence de différents obstacles, tels que les capacités d'accueil des universités et la sélection effectuée par les universités, implique que pour de nombreux étudiants, il existe une différence entre leur choix initial et l'université où ils seront effectivement inscrits. Les données sur les inscriptions dans les universités ne reflètent donc pas les véritables préférences des étudiants.

Ce projet développe une approche qui tient compte de ces contraintes de capacité qui modifient l'affectation des étudiants dans les universités par rapport à leurs choix initiaux en s'appuyant sur le travail De Palma et al (2007) qui fournit un algorithme d'allocation dans des *Random Utility Models* (RUM) avec contraintes de capacité.

Les données de candidatures et d'inscription qui seront fournies par Campus France permettront d'évaluer le biais d'estimation qu'impliquent ces contraintes de capacité et de sélection, en comparant les résultats sur données de candidatures et données d'inscriptions.

ANALYSER L'IMPACT DES MIGRATIONS ET DES POLITIQUES MIGRATOIRES

Hillel Rapoport, en collaboration
avec Sulin Sardoschau
(Humboldt University), Arthur
Silve (Université Laval)

MIGRATIONS ET DIFFUSION CULTURELLE INTERNATIONALE

Ce travail examine sur le plan théorique et sur le plan empirique, comment la migration affecte le changement culturel dans les pays d'origine et d'accueil. Son modèle théorique intègre divers mécanismes de composition et de transmission du changement culturel induit par les migrations. Il fournit des prédictions testables sur le signe et la direction de la convergence. Ce modèle est appliqué à des mesures de la similarité culturelle variant dans le temps pour un grand nombre de paires de pays basé sur l'enquête sur les valeurs mondiales (World Value Survey) pour la période 1981-2014. Les résultats vont à l'encontre de l'idée selon laquelle les immigrants constituent une menace pour la culture du pays d'accueil. Si les migrants agissent effectivement comme des vecteurs de diffusion culturelle et entraînent une convergence culturelle, il s'agit surtout de la diffusion de valeurs et de normes culturelles du pays d'accueil vers le pays d'origine ("cultural remittances").

Référence

"Migration and Cultural Change", Hillel Rapoport, Sulin Sardoschau, Arthur Silve, *CEPII Working Paper*, n° 2020-10, septembre.

Lionel Ragot, en collaboration
avec Xavier Chojnicki
(Université de Lille),
Ndèye Penda Sokhna (INSEE)

UNE APPROCHE DYNAMIQUE DE L'IMPACT BUDGÉTAIRE DE 30 ANS D'IMMIGRATION EN FRANCE

Ce projet est la suite d'un travail antérieur basé sur une approche comptable statique de l'évolution de l'impact budgétaire de l'immigration en France sur la période 1980-2010 qui concluait que cet impact



était très faible, compris entre plus et moins 0,2 % du PIB selon l'année considérée.

Il vise à compléter l'approche comptable par une approche dynamique en équilibre général permettant de prendre en compte tous les effets indirects du choc migratoire sur les finances publiques.

Les données issues du travail précédent sont intégrées dans un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) dynamique pour réaliser une évaluation contrefactuelle : quel aurait été l'état des finances publiques sur la période 1980-2010 en l'absence des flux migratoires ? Une première version du MEGC a été réalisée et est en cours d'amélioration.

Les données définitives du volet comptable seront intégrées à l'issue de la révision en cours de ce dernier en vue de sa publication.

L'ÉMIGRATION SÉLECTIVE APRÈS LES RÉVOLUTIONS ÉCHOUÉES DE 1848 ET LA MONTÉE DU PARTI NAZI

Les révolutions ratées de 1848 ont déclenché une vague d'émigration dans de nombreux pays européens, notamment en Allemagne. À la différence des précédentes et des suivantes, cette vague d'émigration obéissait à des motifs plus politiques qu'économiques et, de ce fait, concernait **des individus beaucoup plus qualifiés que les autres**. Elle est aussi positivement corrélée aux votes pour le parti nazi lors des élections de 1928 qui ont vu le ce dernier faire son entrée Parlement allemand.

Ce projet consiste à analyser les conséquences à long terme de cette vague d'émigration sur l'évolution politique de l'Allemagne et, en particulier, les mécanismes par lesquels le départ d'individus sélectionnés positivement sur leurs vues libérales et démocratiques a pu affecter l'offre et la demande de démocratie au niveau local.

Une base de données a été constituée et les premiers travaux d'analyse empirique ont été engagés. Une version préliminaire a été rédigée et présentée dans plusieurs conférences et séminaires, mais la conclusion du projet a été différée en raison de l'indisponibilité d'un co-auteur. Le travail a repris au début de 2021.

L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR FRANÇAIS – UNE APPROCHE PAR LA DIVERSITÉ

Ce projet s'inscrit dans un programme de recherche sur les migrations étudiantes en France et l'impact du programme Campus France des autorités françaises depuis 2007. Il comprend trois volets : "flux", "diversité", "capacité".

Le premier projet "flux", en voie d'achèvement, a montré que le programme Campus France a entraîné une augmentation globale des flux d'étudiants étrangers concentré sur les universités qui ne font pas partie des 150 premières du Classement de Shanghai.

Hillel Rapoport, en collaboration avec Toman Barsbai (University of Bristol)

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)



Ce second projet "diversité" vise à analyser l'évolution de la diversité des origines des étudiants étrangers en France au niveau l'ensemble du système universitaire français et université par université ainsi qu'à identifier le rôle spécifique joué par le programme "Campus France" dans cette évolution.

Des indicateurs de diversité, issus des analyses de la biodiversité et peu utilisés en économie, seront calculés pour chaque année entre 1999 et 2016 (sur la population totale des étudiants étrangers et par niveau d'études). Ils permettront de différencier la mesure de la diversité au niveau de l'ensemble du système d'enseignement supérieur français (gamma diversité), au sein de chaque établissement (alpha diversité) et entre les établissements (beta diversité).

APPROFONDIR NOTRE CONNAISSANCE DES INTERACTIONS ENTRE MIGRATION ET MONDIALISATION

*Camilo Umana Dajud,
Thierry Mayer, Hillel Rapoport*

LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA MOBILITÉ DES PERSONNES DANS LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Ce travail comporte deux volets :

- Il analyse la grande quantité d'informations contenues dans les textes des accords commerciaux à l'aide d'un algorithme d'analyse de texte et de *machine learning* conçu spécialement. L'algorithme est capable d'identifier si un sujet est couvert par un accord et de déterminer ensuite s'il est inclus dans les mécanismes de règlement des différends spécifiés dans cet accord. Cet outil permet notamment de montrer avec rigueur que les accords commerciaux jouent un rôle croissant dans la régulation de la circulation des personnes à travers le monde.
- Les données produites par l'algorithme sont ensuite utilisées pour analyser l'impact de ces dispositions relatives à la circulation des personnes sur le commerce et les flux migratoires. Les résultats mettent en lumière une corrélation entre la facilitation des voyages d'affaires et l'augmentation des flux commerciaux. En revanche, les dispositions relatives à la circulation des personnes dans les accords commerciaux ne semblent pas avoir d'effet sur les flux migratoires.

Référence

"Free Trade Agreements and the Movement of Business Persons", Camilo Umana-Dajud, Thierry Mayer, Hillel Rapoport, (à paraître)

*Gianluca Orefice (CEPII puis
Université de Paris Dauphine
– PSL), en collaboration avec
Giovanni Peri (UC Davis)*

EMPLOI DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS ET PRODUCTIVITÉ DES ENTREPRISES

Cette étude vise à analyser en quoi la présence d'une main-d'œuvre immigrée sur un marché du travail local peut, en augmentant la variance des capacités des travailleurs, faciliter le processus d'assortiment entre



les entreprises et les travailleurs (*positive assortative matching* ou PAM) et par suite accroître la productivité des premières.

En utilisant des données françaises sur la période 1995-2005, elle démontre que les changements positifs de l'offre de travailleurs immigrés dans un secteur donné accroissent significativement le PAM, la productivité et les bénéfices des entreprises et qu'ils induisent aussi une plus grande dispersion des salaires. L'étude montre également que les entreprises hautement productives, qui perdent des travailleurs peu qualifiés et attirent des travailleurs très qualifiés sont celles qui contribuent le plus à l'accroissement du PAM.

DIVERSITÉ CULTURELLE ET COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

L'objectif de cette étude est d'estimer, dans un cadre empirique unifié, l'apport de l'immigration à la compétitivité internationale, en distinguant les trois canaux principaux identifiés dans la littérature à ce jour : la diversité, les effets de réseaux et la transmission du savoir.

En effet, si les conséquences de l'immigration sur le marché du travail ont été souvent étudiées sous l'hypothèse de substituabilité parfaite entre travailleurs natifs et étrangers, des études récentes ont montré que les immigrés ont des avantages comparatifs sur des tâches différentes des travailleurs natifs (substituabilité imparfaite). Il s'ensuit qu'une hausse de la diversité culturelle dans les pays d'accueil résultant de la présence de travailleurs immigrés peut avoir un effet positif sur la productivité des équipes de production mixtes, et donc sur les performances à l'exportation. Cette étude teste cette hypothèse en analysant si l'effet de productivité apporté par la diversité culturelle se traduit en une hausse de compétitivité internationale du pays d'accueil.

Ce travail est rendu possible par un appariement des bases de données du commerce international bilatéral du CEPII (BACI) avec des informations sur les stocks d'immigrants dans chaque pays d'accueil (par pays d'origine). L'indice de Herfindahl-Hirschman est utilisé pour mesurer la diversité culturelle apportée par les immigrés dans chaque pays d'accueil.

Les résultats obtenus montrent que les trois canaux (diversité, les effets de réseaux et la transmission du savoir) sont importants. Les secteurs dont le processus de production est plus complexe et où la coopération en équipe est plus intensive profitent davantage de la diversité des lieux de naissance des immigrants. Cela suggère qu'une main-d'œuvre diversifiée est plus efficace dans la résolution de problèmes liés à la production.

Référence

"How Do Immigrants Promote Exports", Gianluca Orefice, Hillel Rapoport, Gianluca Santoni, *CEPII Working Paper*, n° 2021-06, juin.

*Hillel Rapoport et
Gianluca Santoni, en
collaboration avec Gianluca
Orefice (CEPII puis Université
de Paris Dauphine-PSL)*



Anthony Edo, en collaboration
avec George Borjas (Harvard
University)

LES EFFETS DE L'IMMIGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN FRANCE, UNE ANALYSE DE LONGUE PÉRIODE

Ce travail traite des effets de l'immigration sur le marché du travail français entre 1982 et 2016. Il montre que l'immigration a réduit le salaire moyen des hommes mais qu'elle n'a eu aucune conséquence sur leur taux d'emploi. En revanche, l'immigration a réduit les taux d'emploi et de participation des femmes au marché du travail, sans conséquence sur leur salaire moyen. Cependant, si l'on corrige l'effet observé chez les femmes des effets de composition (la baisse de la participation des femmes au marché du travail réduit la concurrence entre travailleurs, ce qui limite les effets négatifs de l'immigration sur les salaires, la contraction de l'emploi des femmes entraîne un changement de composition de la main d'œuvre féminine puisque les femmes évincées de l'emploi en sont les moins bien rémunérées), l'effet de l'immigration sur les salaires des femmes est proche de celui qu'elle a sur les salaires des hommes.

Référence

"Gender, Selection into Employment, and the Wage Impact of Immigration", George J. Borjas, Anthony Edo, *CEPII Working Paper*, n° 2021-05, avril.

Hillel Rapoport et Ariell Reshef

EXPLORATION DU LIEN COMMERCE – FINANCE (IDE) – MIGRATIONS

Ce projet étudie les effets des migrations conjointement sur les exportations et les investissements directs étrangers, tout en tenant compte de l'interdépendance entre ces derniers et le commerce international. Il développe une nouvelle méthodologie d'estimation basée sur la combinaison des cadres Helpman-Melitz-Yeaple (AER 2004) et Helpman-Melitz-Rubinstein (QJE 2008). En 2020, les données ont été collectées, l'estimateur économétrique a été élaboré et sa pertinence testée. Les analyses préliminaires montrent que la migration a un effet plus important sur les IDE que sur le commerce, à la fois en termes de marge extensive (nombre d'opérations) et de marges intensives (montant moyen des opérations).

Hillel Rapoport, en collaboration
avec Dany Bahar (Brookings
Institution), Riccardo Turatti
(Université Autonome de
Barcelone)

MIGRATIONS ET COMPLEXITÉ ÉCONOMIQUE

Ce travail analyse de manière empirique la relation entre la complexité économique d'un pays et la diversité des lieux de naissance de ses immigrants. Cette analyse transnationale suggère que la diversité des lieux de naissance est fortement et positivement associée à la complexité économique. Cela est particulièrement vrai pour la diversité des migrants très instruits et pour les pays dont le niveau de complexité économique est intermédiaire. Les résultats sont robustes si l'on tient compte des tendances antérieures en matière de diversité des lieux de naissance et si l'on utilise d'autres mesures de la diversité. Les analyses suggèrent également que la diversité des lieux de naissance stimule la complexité économique en augmentant la diversification du panier d'exportation du pays d'accueil.



Référence

"Does Birthplace Diversity Affect Economic Complexity? Cross-country Evidence", Dany Bahar, Hillel Rapoport, Riccardo Turati, *CEPII Working Paper*, n° 2020-01, janvier 2020, (à paraître dans la revue *Research Policy*).

CONTRIBUER À DES TRAVAUX D'ÉCONOMIE POLITIQUE DES MIGRATIONS

LES EFFETS DE L'IMMIGRATION SUR LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX

Ce projet traite des effets de l'immigration sur les résultats électoraux des partis d'extrême droite aux élections présidentielles en France depuis 1988. Il montre que l'immigration a participé à la progression de ces derniers mais que les effets observés varient en fonction de l'origine et du niveau de diplôme de la population immigrée. Ils sont d'autant plus élevés que les immigrés sont peu diplômés et d'origine extra-européenne.

Références

"Has Immigration Contributed to the Rise of Right-Wing Extremist Parties in Europe?", Anthony Edo, Yvonne Giesing, *CEPII Policy Brief*, n° 34, juillet.

"Essor des partis d'extrême droite en Europe et immigration : un lien positif mais pas mécanique", Anthony Edo, Yvonne Giesing, *La Lettre du CEPII*, n° 408, mai 2020.

Anthony Edo, en collaboration avec Yvonne Giesing (CESifo)

EXPLIQUER LES BIAIS DE PERCEPTION SUR LES IMMIGRÉS AVEC LES OUTILS DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Ce travail traite de l'impact de l'immigration sur les attitudes des citoyens européens à l'égard des immigrés et de l'immigration en se fondant sur une enquête très détaillée de 2017. Il met en lumière le fait que les pays où la part d'immigrés est la plus forte sont aussi ceux dont les attitudes vis-à-vis des immigrés sont les plus négatives. Il montre que les opinions négatives sur les immigrés sont liées à la perception de l'impact qu'auraient les immigrés sur la criminalité et les finances publiques. Les considérations culturelles et économiques n'ont qu'un poids marginal. Un document de travail est en voie d'achèvement.

Isabelle Bensidoun, Anthony Edo

"DITES-MOI CE QUE VOUS MANGEZ, JE VOUS DIRAI QUI VOUS ÊTES" : L'INTÉGRATION CULTURELLE DES IMMIGRANTS RÉVÉLÉE PAR LEUR PANIER DE CONSOMMATION

Les choix alimentaires sont beaucoup moins exposés au jugement externe et à la pression sociale que d'autres comportements individuels, et peuvent être observés sur une longue période. Cela en fait une base intéressante pour étudier l'intégration des immigrants.

Ce travail porte sur la consommation alimentaire des immigrants à partir de données sur les achats au détail afin de comprendre si et

Hillel Rapoport, en collaboration avec Simone Bertoli (CERDI), Dino Pedreschi (Université de Pise), Fosca Gianotti (ISTI-CNR Pisa), Biagio Speciale (Paris School of Economics)



Hillel Rapoport, en collaboration
avec Alberto Alesina (Harvard
University) et Elie Murard
(Université d'Alicante)

comment elle converge vers celle des natifs. Il définit un score d'adoption des habitudes de consommation des natifs par un individu comme étant la probabilité d'être reconnu comme un natif par un classificateur d'apprentissage automatique, adoptant ainsi une approche entièrement basée sur les données. L'adoption par l'immigrant du comportement de consommation des natifs est ensuite analysée sur une longue période et différentes tendances sont mises en évidence.

Une première version du document de travail fait l'objet de révisions.

MIGRATIONS ET PRÉFÉRENCES POUR LA REDISTRIBUTION

Ce travail analyse la relation entre l'immigration et les préférences en matière de redistribution en Europe en utilisant un nouvel ensemble de données sur les stocks d'immigrants pour 140 régions dans 16 pays d'Europe occidentale. En exploitant les variations au sein d'un même pays de la proportion d'immigrants au niveau régional, on constate que les répondants natifs sont moins favorables à la redistribution lorsque la proportion d'immigrants dans leur région de résidence est plus élevée. Cette association négative se manifeste dans les régions des pays où l'État providence est relativement important et chez les personnes interrogées au centre ou à droite de l'échiquier politique. Les effets sont également plus marqués lorsque les immigrants sont originaires de pays du Moyen-Orient ou d'Europe de l'Est, qu'ils sont moins qualifiés que les natifs et qu'ils connaissent une plus grande ségrégation résidentielle. Il est peu probable que ces résultats soient dus aux choix endogènes des immigrants en matière de localisation, c'est-à-dire aux effets d'attraction des zones où les politiques de redistribution sont les plus généreuses ou celle offrant de meilleures opportunités économiques.

Référence

"Immigration and Preferences for Redistribution in Europe", Alberto Alesina, Elie Murard, Hillel Rapoport, *CEPR Working Paper*, n° 2019-15, novembre.

LES MIGRATIONS DANS LA CRISE SANITAIRE

Cristina Mitaritonna,
Lionel Ragot

LES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS SAISONNIERS EN EUROPE SERONT-ILS REMPLACÉS PAR DES ROBOTS ?

La crise du covid-19 et la fermeture des frontières qui s'en est suivie ont profondément affecté la mobilité des travailleurs saisonniers migrants. Comme certains secteurs agricoles européens dépendent fortement de ces travailleurs, les gouvernements des pays de l'UE ont adopté d'urgence différentes stratégies pour éviter les perturbations dues à leur absence. Les alternatives cherchant à se passer de cette main-d'œuvre saisonnière étrangère expérimentée, posent deux difficultés : leur efficacité n'est pas garantie et/ou elles s'accompagnent d'une augmen-



tation significative des coûts de production et donc des prix. Ce choc temporaire de grande ampleur pouvant entraîner des changements structurels à plus long terme dans les secteurs agricoles concernés, nous nous inspirons de l'expérience du Royaume-Uni après le vote du Brexit pour discuter des alternatives aux travailleurs saisonniers migrants étrangers. La pandémie de covid-19 pourrait bien accélérer l'adoption de robots pour la cueillette des fruits et légumes dans les champs de l'UE.

Référence

"After Covid-19, Will Seasonal Migrant Agricultural Workers in Europe Be Replaced by Robots?", Cristina Mitaritonna, Lionel Ragot, *CEPII Policy Brief*, 2020-33, juin .

CRISES ÉCONOMIQUES, IMMIGRÉS ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Les crises économiques ont souvent conduit au rejet des immigrés. Basée sur une revue de la littérature sur l'impact des immigrés sur les marchés du travail, cette analyse conclut que l'exclusion des étrangers du marché du travail qui en a découlé est inefficace pour lutter contre le chômage.

Référence

"Crises économiques, immigrés et marché du travail : apprendre des erreurs du passé pour ne pas les reproduire", Anthony Edo, Camilo Umana Dajud, *Le Blog du CEPII*, 20 avril 2020.

*Anthony Edo,
Camilo Umana Dajud*



Programme scientifique

■ Politiques commerciales

PROTECTIONNISME

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES COMMERCIALES

Cecilia Bellora, Sébastien Jean

L'objectif de ce projet est de suivre de façon fine et détaillée (selon les dimensions temporelle et sectorielle) les mesures de politique commerciale mises en place par les États-Unis et l'Union européenne, et d'en identifier les impacts sur les flux commerciaux de ces pays. Nous avons mis en place un outil de suivi des flux commerciaux, au niveau le plus fin de la nomenclature des biens, sur base mensuelle, pour les deux régions étudiées. Dès mi-2020, les données commerciales étant rendues publiques avec quelques mois de décalage, nous nous sommes concentrés sur les impacts de la crise sanitaire sur le commerce extérieur européen. En couplant les données de commerce avec divers indicateurs, en particulier concernant l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, nous en avons tiré un premier bilan qui couvre le commerce jusqu'en septembre 2020. Ce bilan met en avant le fait que les secteurs les plus dépendants des chaînes de valeur mondiales n'ont pas montré de vulnérabilité particulière pendant la crise sanitaire. Ils ont même mieux résisté que le reste des échanges, à l'inverse de ce qu'il s'était passé pendant la crise financière de 2008-2009. La chute du commerce extérieur de l'Union européenne dans son ensemble a été deux fois plus forte que celle du reste de l'économie au deuxième trimestre 2020, mais elle l'avait été quatre fois plus durant la crise financière. Cette meilleure résistance est due au fait que les secteurs de services sont les plus touchés cette fois-ci. Les échanges de gants, masques et autres équipements de protection indi-



viduelle ont dans le même temps souligné les tensions issues des interdépendances : les restrictions appliquées aux exportations ont réussi à restaurer les échanges au sein du marché unique, mais seulement au détriment des pays tiers, alors même que la dépendance européenne aux importations de ces biens était très prononcée.

Références

"Masques, respirateurs, tests... Pourquoi la France doit repenser sa politique industrielle après la crise du coronavirus", Cecilia Bellora, Timothée Gigout, Sébastien Jean, *Challenges*, 8 avril 2020.

"Le commerce européen dans la crise sanitaire : des problèmes de dépendance plus que de vulnérabilité", Cecilia Bellora, Clémence Bois, Sébastien Jean, *La Lettre du CEPII*, n° 412, novembre 2020.

"Les chaînes d'approvisionnement internationales ont bien résisté à la crise", Cecilia Bellora, Sébastien Jean, *Le Blog du CEPII*, Billet, 3 mars 2021.

"Comment vont tourner les guerres commerciales ?", Cecilia Bellora, *RFI*, Audio, 12 janvier 2021.

"Peut-on réparer la mondialisation ?", Cecilia Bellora, *France Culture*, Audio, 31 août 2020.

ÉQUIVALENTS AD VALOREM DES EFFETS DE LA RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES DE TRANSPORT AÉRIEN DE PASSAGERS

Ce projet vise à estimer des équivalents, en termes de droits de douane, des réglementations dans le domaine aérien de façon à permettre la modélisation des accords dits "Open Sky" en équilibre général. Le travail du CEPII s'appuie sur les données collectées par le système de réservation Sabre qui couvre tous les achats de billets de transport de passagers, par compagnie, origine, destination, date, classe et prix. La deuxième source de données qui est utilisée est la base *World Air Services Agreements* (WASA) sur le contenu des accords internationaux aériens. Il est toutefois apparu que certaines données présentes dans la base Sabre (comme le vol entre deux aéroports étrangers sur une compagnie nationale) ne seront probablement pas accessibles. Malgré cette limitation, le travail reste original et inédit et garde tout son intérêt en termes de publication scientifique et d'aide à la décision.

La convention d'étude avec le *Joint Research Center* de la Commission européenne, commanditaire et partenaire de ce travail, n'a pris effet qu'en décembre 2020. La procédure d'accès aux données confidentielles devrait être finalisée en avril 2021, ce qui permettra de mener à bien ce projet en 2021.

Lionel Fontagné,
Cristina Mitaritonna,
Gianluca Orefice, Gianluca
Santoni, en collaboration avec
Juan-Nicolas Ibanez (European
Commission), Anna Norman



ENVIRONNEMENT

COMMERCE ET CLIMAT

Ce travail porte sur la modélisation des effets d'un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière. Il constitue la suite d'un rapport au Parlement Européen sur les différentes formes que pourrait prendre, en termes économiques et climatiques, un tel mécanisme.

Le modèle MIRAGE-e du CEPII a été adapté en 2020 pour prendre en compte la mesure de compensation discutée par le Parlement européen durant le premier semestre 2021 (résolution votée en mars 2021) ainsi que la possible restitution du coût des permis Carbone à la frontière pour les exportateurs européens. Les premiers résultats obtenus avec le calibrage du modèle sur la base GTAP9 ont été présentés en juin 2020 puis retravaillés et consolidés pour être exploités dans une Lettre du CEPII datée de février 2021. Un article scientifique utilisant cette fois la nouvelle base GTAP10 sera présenté à une conférence internationale en juin 2021.

Les résultats obtenus montrent que le mécanisme d'ajustement carbone, s'il ne couvre pas l'ensemble des importations, devrait entraîner une diminution des fuites de carbone, ce qui est son premier objet, mais également augmenter le prix du carbone dans l'Union européenne. Il s'ensuit une perte de compétitivité pour les industries européennes en aval des industries émettrices assujetties au système européen d'échange de permis d'émission. L'enjeu principal pour le climat reste bien entendu la participation des grands pays émetteurs à l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris par les États-Unis permettra, en cumul, d'économiser une année d'émissions mondiales d'ici à 2035 (l'ajustement carbone à la frontière permet d'économiser 6 mois d'émissions de l'UE sur la même période). On reste dans l'attente d'un engagement plus concret de la Chine.

Références

"Bruxelles et Washington à nouveau en ligne sur le climat", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, *La Lettre du CEPII*, février 2021.

"EU Carbon Border Adjustment with the US Rejoining Paris: A Bit of a Game Changer", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, *Document de travail à paraître*.

COMMERCE ET BIODIVERSITÉ

Ce projet a permis de répondre à une demande du Comité sur le commerce international (INTA) du Parlement européen, en collaboration avec des professeurs et chercheurs de AgroParisTech et de l'INRAE. Son objet était d'explicitier les liens entre commerce et biodiversité ainsi que d'analyser quels instruments de la politique commerciale européenne peuvent être mobilisés pour réduire les impacts du commerce sur la biodiversité.

Cecilia Bellora, Lionel Fontagné

Cecilia Bellora, Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (INRA), Estelle Gozlan (INRA), Basak Bayramoglu (INRA)



Le commerce international a un impact direct sur la biodiversité de l'Union européenne (UE), les espèces envahissantes et les agents pathogènes importés en étant un exemple. Le commerce a également une incidence sur la biodiversité mondiale, par exemple à travers l'eau, les terres et la déforestation incorporées aux importations de l'UE. La protection de la biodiversité mondiale nécessite une série d'instruments, tant aux frontières de l'UE que dans les accords préférentiels. L'UE inclut déjà des dispositions non commerciales relatives à la biodiversité dans les accords commerciaux, mais ces dispositions ne sont pas juridiquement contraignantes et ne sont guère efficaces. Cela s'explique en partie par la complexité des questions posées par la biodiversité : en l'absence d'un indicateur synthétique simple, les instruments politiques sont difficiles à appliquer. Cependant, un effort pour spécifier des engagements mesurables et vérifiables est nécessaire ; des mécanismes plus contraignants, ainsi que des sanctions transparentes et automatiques en cas de non-respect devraient être envisagés.

Référence

"Trade and Biodiversity", Cecilia Bellora, Jean-Christophe Bureau, Basak Bayramoglu, Estelle Gozlan, Sébastien Jean, *CEPII Research Report*, n° 2020-02, juin 2020.

"Trade and Biodiversity", Cecilia Bellora, Jean-Christophe Bureau, Basak Bayramoglu, Estelle Gozlan et Sébastien Jean, Rapport pour le Committee on International Trade (INTA) du Parlement européen, juin 2020, <https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/home.html>.

OUTILS

Erica Perego, Gianluca Santoni,
Lionel Fontagné

MISE À JOUR DES PROJECTIONS DE CROISSANCE DE LONG TERME (MaGE)

Le modèle MaGE, qui permet de réaliser les projections de croissance à long terme diffusées par la base EconMap, a été mis à jour pour la dernière fois en 2016 et les données sur lesquelles le modèle est basé s'arrêtaient en 2013. Ce projet a permis de mettre à jour les sources de données de MaGE et d'augmenter la couverture géographique du modèle (167 pays dans la dernière version). Par ailleurs, les projections de scénarios SSP (pour Shared Socioeconomic Pathways, les scénarios standardisés dans l'étude du changement climatique) ont été révisés.

Le travail a également permis d'améliorer le modèle et sa structure ce qui n'était pas prévu initialement. En 2021, seront donc rendus publics une nouvelle version de MaGE, une nouvelle version d'EconMap avec un Document de travail qui détaille la construction de la base. Fin 2020, la nouvelle version du modèle était en phase de test. Les projections finalisées sur l'évolution de l'économie mondiale pourraient faire l'objet d'une *Lettre du CEPII*.



MIRAGE-E ET MIRAGE-EVA : ENTRETIEN ET MISE À JOUR

En 2020, le modèle MIRAGE-e, dans sa version standard a été mis à jour pour fonctionner sur la dernière version de la base de données GTAP, qui comporte une couverture accrue en termes de secteurs et régions. Cette nouvelle version a été testée et consolidée, elle est diffusée aux membres du consortium MIRAGE au cours de l'année 2021. La version MIRAGE-e VA, qui comporte une prise en compte explicite de la différenciation des flux commerciaux, selon qu'ils concernent des biens destinés à la consommation intermédiaire ou à la consommation finale, a également été améliorée, avec le développement d'indicateurs sur le commerce en valeur ajoutée. Ce travail est encore en cours, mais sera finalisé en 2021. Ces deux contributions ont permis d'intégrer les avancées les plus récentes dans le domaine de la modélisation en équilibre général calculable.

Cecilia Bellora

BASES DE DONNÉES TARIFAIRES

En 2020, le traitement statistique des données tarifaires pour les années 2007-2010-2013-2016 de la base MAcMapHS6 a été amélioré. Il est désormais cohérent pour l'ensemble des années en termes de données de commerce utilisées, de valeurs unitaires et de conversion en une unique révision de la classification du système harmonisé à 6 chiffres de l'Organisation Mondiale des Douanes. De nombreuses procédures ont été automatisées afin de faciliter la mise à jour de la base.

Les informations concernant les années 2001 et 2004 sont plus anciennes et nécessitent un travail supplémentaire pour un traitement le plus cohérent possible avec les autres années disponibles.

La construction d'une base satellite concernant les quotas tarifaires pour l'année 2016 a débuté, en 2020, avec des données récentes fournies par le Centre du Commerce International (Genève). Son développement se poursuivra en 2021, notamment pour être réutilisable avec les prochaines mises à jour de la base MAcMap-HS6. Cette production fait partie du programme de recherche européen Batmodel, dont le livrable doit être rendu en juin 2021.

*Lionel Fontagné,
Houssein Guimbard*

AUTRES PROJETS

DROITS DE DOUANE SPÉCIFIQUES ET COMMERCE AGRICOLE

Une part importante des exportations des pays en développement vers les pays développés échappe aux régimes commerciaux préférentiels et à la taxation ad-valorem de droit commun. Ces exportations, essentiellement agricoles, sont taxées avec des droits spécifiques exprimés en unité monétaire par quantité importée (par exemple, 175 euros/100 kg).

Ce travail étudie l'impact de ces coûts au commerce sur les exporta-

*Houssein Guimbard,
Charlotte Emlinger*



Houssein Guimbard,
Lionel Fontagné,
Gianluca Orefice

tions agricoles des pays en développement en utilisant des données détaillées sur les flux commerciaux et les droits de douane.

L'effet protectionniste des droits spécifiques trouvé est 1,5 fois plus élevé pour les pays en développement que pour les autres pays. Cet effet différentiel s'explique principalement par la spécialisation des pays en développement dans l'exportation de produits à bas prix, plus sensibles aux droits spécifiques (la protection fournie par l'imposition d'un droit spécifique étant décroissante avec le prix des biens échangés). Le faible niveau de différenciation (en termes de prix, dont une partie peut être expliquée en termes de qualité) des exportations des pays en développement réduit également les possibilités d'exporter des produits plus chers ou de meilleure qualité, rendant l'impact restrictif encore plus important. Les droits de douane spécifiques se révèlent donc plus discriminants vis-à-vis des pays en développement.

Référence

"Shipping the Good Agricultural Products out: The Differentiated Impact of Per-Unit Duties on Developing Countries", Charlotte Emlinger et Houssein Guimbard, *European Review of Agricultural Economics*, septembre 2020.

ÉLASTICITÉS INTERNATIONALES : UNE NOUVELLE BASE DE DONNÉES

L'élasticité-prix à l'exportation est un paramètre crucial pour une bonne évaluation des conséquences des politiques commerciales. La littérature manque cependant d'estimations cohérentes et détaillées. Ce projet vise à pallier cette lacune en constituant une base d'estimation des élasticité des exportations aux droits de douane, pour chaque pays exportateur et produit (défini au niveau 6 positions de la nomenclature internationale des douanes), en se basant sur les changements de protection effective décrits dans la base MAcMap. La plus grande partie des estimations avait été réalisée en 2019, avec un travail de consolidation des résultats important, basé sur de nombreuses analyses de sensibilité et des estimations à des niveaux sectoriels différents, tout en gardant la variance au niveau des produits (classification GTAP, TIVA...). Le document de travail correspondant a été publié en décembre 2019. La base de données est en ligne sur le site du CEPII. En 2020, le travail a été affiné, présenté dans de multiples institutions et centre de recherches internationaux, ce qui a abouti à la mise à jour du document de travail.

Références

"Product-Level Trade Elasticities", Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice, *CEPII Working Paper*, n° 2019-17 (mis à jour en août 2020).

"Product Level trade Elasticities: Worth Weighting For", Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice, *CESIFO Working Paper*, n° 8491, 2020.



Programme scientifique

Analyse du commerce international

ENTREPRISES MULTINATIONALES ET CHÂÎNES MONDIALES DE VALEUR

RÈGLES D'ORIGINE ET LOCALISATION DE LA PRODUCTION AUTOMOBILE APRÈS LA RÉFORME DE L'ALENA

L'accord récent entre les États-Unis, le Mexique et le Canada sur la réforme de l'ALENA prévoit l'augmentation du niveau de contenu local dans les règles d'origine du secteur automobile de 62,5 % à 75 % et une exigence supplémentaire selon laquelle 40 à 45 % de la valeur de chaque voiture doit provenir d'une zone à salaire élevé. Cela soulève la question de la réaction de l'industrie automobile en termes de localisation de sa production. Le projet se concentre sur la question de savoir si la production totale nationale (ou l'emploi) du secteur automobile augmentera ou diminuera avec des règles d'origine plus strictes. L'idée est que l'emploi total dans le secteur automobile (pièces détachées et assemblage montage de véhicules finis) devrait évoluer en forme de cloche en fonction de la rigueur des règles d'origine, du fait de la minimisation des coûts assujettis aux règles d'origine quand l'entreprise profite des préférences tarifaires et de la minimisation des coûts des fournisseurs mondiaux lorsqu'elle décide de payer les droits de douane. Les données d'assemblage et de pièces automobiles ont été collectées et une première version du modèle théorique a été finalisée. Les premières estimations sont prometteuses. Une première version de l'étude devrait être disponible à l'été 2021.

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (Université British Columbia), Marc Melitz (Université Harvard)

Vincent Vicard, en collaboration avec Kevin Parra-Ramirez (Conseil d'Analyse Économique), Tatiana Mosquera-Yon (Banque de France)

LES INSTRUMENTS DE L'ÉVITEMENT FISCAL DES MULTINATIONALES : UNE ANALYSE À PARTIR DES STATISTIQUES DE COMPTE COURANT

Si l'importance de l'évitement fiscal des entreprises multinationales est aujourd'hui établie au niveau mondial, l'utilisation des différents schémas fiscaux et leur importance relative restent mal documentées. Nous nous concentrons sur les trois principaux instruments d'évitement fiscal des entreprises – le manipulation des prix de transfert, la localisation des actifs immatériels et celle des dettes intra-groupe - et quantifions leur importance pour la France. Pour cela, nous combinons les données individuelles de commerce de bien des douanes françaises avec celles sur le commerce de service, les dettes et les revenus d'investissements directs étrangers de la Banque de France. La combinaison de ces différentes sources permet de dresser une vision d'ensemble du phénomène d'évitement fiscal pour la France et de le quantifier dans ses différentes composantes.

Plusieurs sous-ensembles du projet ont déjà été réalisées, notamment sur le commerce de biens, les revenus d'investissements directs étrangers et les premiers traitements sur le commerce de service. Étant donnée la multiplicité des sources de données et leur dimensionnement, le projet se poursuivra au moins sur l'année 2021.

Farid Toubal, en collaboration avec Sébastien Laffitte (Université Paris-Saclay, Mathieu Parenti (Université Libre de Bruxelles), Baptiste Soullard

QUANTIFICATION DES EFFETS DES RÉFORMES FISCALES INTERNATIONALES

Les données de ventes et de bénéfices des sociétés multinationales pour un grand nombre de pays montrent que la localisation des ventes et des bénéfices des multinationales dépend d'un ensemble de facteurs liées aux frictions géographiques et au niveau de la fiscalité sur les entreprises. Elles informent également sur le montant des bénéfices transférés vers les paradis fiscaux. Un certain nombre de réformes ont été proposées pour garantir que les entreprises paient leurs impôts là où elles exercent leurs activités. Pour prévoir l'impact d'une réforme des régimes actuels d'imposition des sociétés, il est nécessaire d'effectuer une analyse contrefactuelle prenant en compte le niveau d'imposition des sociétés et l'ensemble des facteurs influant sur la localisation des ventes, des productions et des bénéfices des entreprises multinationales.

Nous proposons une nouvelle méthodologie pour quantifier le montant des bénéfices bilatéraux transférés par les sociétés multinationales à partir d'un modèle d'équilibre général quantitatif qui prend en compte l'effet de la fiscalité internationale des entreprises. Le modèle est calibré à l'aide de données récentes sur le commerce bilatéral de biens et services, les ventes des multinationales et les bénéfices bilatéraux pour 40 pays, dont 7 paradis fiscaux. Le modèle prédit l'évolution de l'attractivité relative des pays, la variation des recettes fiscales et l'ajustement des salaires réels des travailleurs et des entrepreneurs, ainsi que l'efficacité au niveau mondial induite par la mise en œuvre d'un large éventail de réformes différentes en cours de discussion à l'OCDE. Ce projet est en cours et sera achevé pour la fin de l'année 2021.



"GLOBAL GIANTS AND LOCAL STARS" : LES CONSÉQUENCES DE L'ACQUISITION DE MARQUES LOCALES PAR LES FIRMES MULTINATIONALES

Plusieurs études récentes ont mis en lumière une augmentation impressionnante de la concentration sur différents marchés ainsi qu'une hausse des marges des entreprises. Cette littérature n'a pour l'heure pas permis de dégager un consensus sur l'ampleur des dommages causés aux consommateurs ni sur l'impact de la globalisation sur ce phénomène. Nous utilisons des méthodes récentes qui peuvent être appliquées à de nombreux produits et marchés en raison de leurs exigences minimales en matière de données.

Nous estimons l'effet du changement de propriétaire des marques dans deux secteurs - la bière et les spiritueux, secteurs qui ont connu des regroupements majeurs de marques par certaines grandes entreprises multinationales - sur leur performance pour des milliers de marques dans 76 marchés. Nous menons une expérience contrefactuelle consistant à "remonter le temps", en rétablissant le propriétaire de 2007 pour chaque marque en 2018, afin de donner une mesure de l'impact des fusions en termes de prix payés par les consommateurs sur chaque marché. Nos résultats montrent en particulier que des économies allant jusqu'à 30 % auraient pu être réalisées en Amérique latine en imitant les politiques anti-trust des États-Unis et de l'UE.

Référence

"Global Giants and Local Stars: How Changes in Brand Ownership Affect Competition". Vanessa Alvarez, Keith Head, Thierry Mayer, *Document CEPII, Working Paper*, n° 2020-13, novembre.

Thierry Mayer, en collaboration avec Vanessa Alvarez et Keith Head (Université British Columbia)

MONDIALISATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL

ALLOCATION DES FACTEURS PRODUCTIFS ET PERFORMANCE À L'EXPORT DES ENTREPRISES FRANÇAISES

L'objectif de ce projet est d'étudier dans quelle mesure l'incapacité des entreprises à obtenir et utiliser efficacement leurs facteurs de production pèsent sur leur compétitivité et leurs capacités d'exportation. Le projet a été retardé du fait des restrictions d'accès aux données confidentielles en 2020. Le travail sur les données est en cours et un document de travail est attendu avant la fin de l'année 2021.

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, en collaboration avec Chiara Tomasi (Université de Trente, Italie)

L'IMPACT DE LA LIBÉRALISATION COMMERCIALE SUR LES SALAIRES : LE CAS DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE EN 2004

Ce projet examine les conséquences de la libéralisation des échanges sur le travail (les salaires, l'emploi et les conditions de travail) dans les pays d'Europe Centrale et Orientale qui ont adhéré à l'Union européenne en 2004 et 2007.

Cette adhésion a entraîné l'adoption du tarif extérieur commun de l'UE par les nouveaux pays membres qui ont dû faire face à une forte rédu-

Gianluca Orefice, Farid Toubal, en collaboration avec Bastien Alvarez (CNRS)



tion de leurs droits de douane à l'importation, ce qui a accru la concurrence. Ils ont également obtenu un meilleur accès au marché de certains pays tiers en adoptant les accords préférentiels de l'Union européenne.

Cet épisode de libéralisation commerciale s'est déroulé dans un contexte d'ajustements structurels dans lesquels d'autres changements substantiels du cadre de la politique macroéconomique ont été mis en œuvre, et en particulier une érosion marquée des conventions collectives. Nous prenons en compte ces évolutions et montrons que la libéralisation des échanges a affecté différemment les travailleurs d'Europe de l'Est en fonction des spécialisations industrielles de leurs régions. Nos résultats montrent que la hausse des importations consécutive à l'adoption du tarif extérieur commun a réduit le salaire moyen des travailleurs concernés tandis que l'accès à de nouveaux marchés a dégradé leurs conditions de travail en accroissant leur participation au travail de nuit, le week-end ou sur poste. Ces effets sont plus marqués pour les populations de travailleurs les moins qualifiées et pour les régions les plus concentrées en termes d'activité industrielle. L'étude est en cours de rédaction pour un document de travail avant l'été 2021.

COMPÉTITIVITÉ

*Pierre Cotterlaz,
Sébastien Jean, Vincent Vicard*

LE RÔLE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES DANS LES EXPORTATIONS FRANÇAISES

Nos travaux sur la compétitivité de l'économie française publiés en 2019 mettaient l'accent sur l'importance des entreprises multinationales dans l'internationalisation de l'économie française, en comparaison aux autres grands pays européens. Nous approfondissons cette analyse pour mieux comprendre le rôle des entreprises multinationales dans la compétitivité française par leur contribution aux exportations et aux importations, notamment de biens intermédiaires. Ce travail a nécessité l'appariement de plusieurs sources de données, effectué en 2020, qui font apparaître de premiers faits stylisés : une relative stabilité de la part des multinationales (françaises et étrangères) dans la valeur du commerce, malgré une augmentation sur la période du nombre d'opérateurs appartenant à un groupe. Ces travaux se poursuivent en 2021, et exploreront de nouvelles dimensions en lien avec l'emploi industriel.

COMMERCE INTERNATIONAL ET SPÉCIALISATION

*Deniz Ünal, en collaboration
avec Guillaume Gaulier (Banque
de France), Aude Sztulman
(Université Paris Dauphine)*

LE COMMERCE CROISÉ DE PRODUITS SIMILAIRES EN EUROPE ET LE BREXIT

Ce projet, qui se poursuit en 2021, vise à mieux comprendre quels impacts le Brexit aura sur les échanges croisés en Europe, qui constitue un trait saillant du marché unique et traduit la division très fine du travail entre les pays membres avec des spécialisations sur les variétés



et/ou qualités de produits dont les caractéristiques techniques sont les mêmes.

Référence

"Brexit, quel impact pour l'Europe?", Deniz Ünal, *Xerfi Canal*, Vidéo, 4 février.

LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE : EFFETS DES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES DANS LES ACCORDS COMMERCIAUX

Ce projet étudie l'impact de l'intégration des provisions des accords commerciaux concernant le commerce électronique sur le commerce entre les pays signataires. Le travail effectué a permis la création d'une base de données (*via* l'utilisation d'un algorithme détectant des mots-clés dans les textes des accords commerciaux) permettant de mesurer l'existence de dispositions sur le commerce électronique dans les différents accords. Les estimations, par des équations de gravité, indiquent que l'inclusion de ces dispositions dans un accord de commerce n'a pas d'impact sur les flux de marchandises entre pays signataires dans la plupart des cas. Néanmoins, certains résultats suggèrent que, lorsque ces accords sont signés entre pays à hauts revenus, l'inclusion de ces dispositions est corrélée à une augmentation du commerce. La rédaction du document de travail s'achèvera en 2021.

Houssein Guimbard,
Camilo Umana-Dajud

BASES DE DONNÉES, PROFILS ET OUTILS

CHELEM

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale. Elle est composée de trois bases distinctes fournissant respectivement des données harmonisées de commerce bilatéral de biens, des données de balance des paiements et des données de PIB et de population. La base CHELEM - Commerce international a été actualisée sur la période 1967-2018 et mise en ligne en février 2020. La base CHELEM - Balance des paiements a été mise à jour début février (données jusqu'en 2018) et en septembre (données jusqu'en 2019). Concernant la base CHELEM-PIB, seules les séries de population ont été estimées jusqu'en 2024. Les séries de PIB n'ont été mises à jour que jusqu'en 2019, leur prolongation au-delà apparaissant trop incertaine au regard de la pandémie. L'année de base pour les PIB en volume et en volume PPA est dorénavant 2017 (2011 auparavant).

Références

Base de données CHELEM - CIN (Commerce international).

Base de données CHELEM - BAL (Balance des paiements).

Base de données CHELEM - PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change).

"Base de données sur l'économie mondiale", Alix de Saint Vaulry, In *L'économie mondiale 2021*, La Découverte, septembre 2020.

Laurence Nayman,
Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal



Pierre Cotterlaz

BACI -TUV - WTFC

Les programmes permettant de construire BACI, TUV et WTFC ont été réécrits pour permettre une réalisation sous logiciel libre (R). Avec ces nouveaux programmes, les trois bases ont été mises à jour, notamment par l'ajout des flux de 2018. Par ailleurs, pour offrir une meilleure traçabilité interne et une garantie de répliquabilité des travaux réalisés à partir des données du CEPII, un identifiant permettant de distinguer sans ambiguïté chaque version des données a été introduit, ainsi qu'un mécanisme d'archivage systématique des versions mises en ligne. Enfin, les pages web de WTFC et de TUV ont été réorganisées pour fluidifier l'expérience utilisateur.

Références

BACI, version 202001, base de données.

TUV, version 202005, base de données.

WTFC, version 202005, base de données.

Pierre Cotterlaz, Carl Grekou,
Houssein Guimbard, Laurence
Nayman, Alix de Saint Vaulry,
Gianluca Santoni, Deniz Ünal

ACI-5.3 PROFILS DU CEPII

Les Profils du CEPII sont des pages interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international à travers les indicateurs et bases de données du CEPII. Ils synthétisent et structurent des informations précises et cohérentes caractérisant l'insertion de 80 pays dans l'économie mondiale à travers sept rubriques thématiques : 1) cadrage ; 2) projections ; 3) balance & change ; 4) protection tarifaire ; 5) avantages comparatifs ; 6) types & gammes ; 7) produits & partenaires. Ils sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit.

En 2020, la conception du contenu et la préparation des données pour la nouvelle série Profils Régions ont été achevées. La série sera mise en ligne au printemps 2021 dès la fin du développement spécifique de la visualdata.

Références

Base de données interactive "Profils Pays du CEPII" ("CEPII Country Profiles") sur visualdata.

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Équipe Profils du CEPII, *Le Panorama du CEPII*, n° 2020-01, juillet.

"CEPII Country Profiles: Indicators, Databases and Classifications", CEPII Profiles team, *Le Panorama du CEPII*, n° 2020-01, July.

Thierry Mayer, Gianluca Santoni,
Vincent Vicard

L'ESTIMATION DE L'ÉQUIVALENT AD VALOREM DES BARRIÈRES COMMERCIALES PAR L'ÉQUATION DE GRAVITÉ

Ce projet vise à éclairer l'interprétation des impacts quantitatifs des barrières au commerce dans les équations de gravité selon la méthodo-



logie utilisée, par une comparaison systématique des coefficients estimés selon l'estimateur utilisé, en utilisant les droits de douanes pour obtenir une estimation directe de l'élasticité au commerce nécessaire à leur interprétation.

Le second objectif du projet est la mise à jour de la base de données TradeProd du CEPII, qui permet d'intégrer les échanges intra-nationaux au niveau sectoriel dans les estimations d'équations de gravité. Nous souhaitons développer une mise à jour annuelle de la base, mise à disposition de la communauté de chercheurs. La mise à jour a pris du retard, du fait notamment de délais dans l'obtention des données de production. Les données ont été reçues début 2021 et leur exploitation est en cours.

BASE DE DONNÉES BILATÉRALES DE REVENUS D'INVESTISSEMENT DIRECT

Ce projet propose de construire une base bilatérale de revenus d'investissement direct entrants et sortants, permettant de mesurer la géographie des bénéfices des multinationales à l'étranger. Les données n'étant disponibles au niveau bilatéral que sur les dernières années et pour un nombre restreint de paires de pays, nous proposons une méthode pour approximer ces flux au niveau bilatéral à partir des données de stock d'IDE.

Une base constituée de taux de rendement de l'investissement direct en mobilisant les données du FMI et de l'OCDE a été constituée. Les différences méthodologiques dans la construction des deux bases, celles du FMI en actifs et engagements (assets / liabilities) et celles de l'OCDE en investissement dans / depuis l'économie déclarante (inward / outward) impliquent une stratégie en plusieurs étapes avant d'aboutir à une base bilatérale de revenus d'IDE, d'abord en transformant les taux de rendement obtenus à partir des données du FMI pour compléter la base de l'OCDE. Ces développements sont en cours.

*Laurence Nayman, Farid Toubal,
Vincent Vicard*

AUTRES PROJETS

LE COMMERCE INTERNATIONAL DES BIENS DE SANTÉ

Lors de la première vague de la pandémie de Covid, les pénuries de certains médicaments mais aussi de petits matériels et d'équipements ont souligné l'importance du commerce international dans le domaine de la santé. L'identification d'une "nouvelle" filière, regroupant plus de 200 produits répartis en 4 branches (pharmacie de base, préparations pharmaceutiques, équipement médical technologique, petit matériel & autres produits) permet d'étudier la nature et la géographie des échanges de tous les biens relatifs à la santé.

C'est une filière très dynamique, dans laquelle la valeur des flux a très fortement progressé durant les deux décennies précédant la pandémie de 2020, bien davantage que le commerce mondial dans son ensemble.

*Pierre Cotterlaz, Deniz Ünal, en
collaboration avec Guillaume
Gaulier (Banque de France),
Aude Sztulman (Université Paris
Dauphine)*



Elle est dominée depuis des décennies par les pays avancés, qui y réalisent plus de 80 % des exportations mondiales. Ce maintien de l'excédent des pays avancés cache cependant une spécialisation de plus en plus marquée sur le haut de gamme. Les produits bas de gamme, et ceux situés en amont de la filière pharmaceutique (substances actives) sont de plus en plus exportés par les pays en développement, en particulier la Chine et l'Inde. La concentration des fournisseurs de ces produits s'est par ailleurs fortement accrue depuis les années 2000, ouvrant la porte à un questionnement sur les vulnérabilités aux chocs externes et l'indépendance stratégique des pays avancés. Ce travail se poursuit en 2021.

Références

"Les pénuries pharmaceutiques en Europe éclipsent un demi-siècle d'excédents commerciaux", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Deniz Ünal, *The Conversation*, 19 mai.

"La filière de santé dans le commerce international", Pierre Cotterlaz, Guillaume Gaulier, Deniz Ünal, in *Covid-19 - Regards croisés sur la crise*, Bruno Bouchard et Djallil Chafai (éd.), Université Paris Dauphine - PSL, mars 2021.

Deniz Ünal, en collaboration
avec Jean-Pierre Allegret
(Université Côte d'Azur), Pascal
Le Merrer (ENS Lyon)

LA RECONFIGURATION EN MARCHÉ DE LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE

La mondialisation cristallise les oppositions entre les partisans inconditionnels du marché et une partie de la société civile qui redoute ses effets dévastateurs. Mais dans quelle mesure ses différentes implications, positives ou négatives, sont-elles fondées sur des faits ? Cet ouvrage répond d'une manière exhaustive à la question, en présentant les développements théoriques les plus récents sur ce processus majeur, en mobilisant les données originales du CEPII aux côtés de multiples sources statistiques, et en rendant compte des principaux débats engendrés tant par la mondialisation que par la démondialisation.

Référence

"Économie de la mondialisation - Une reconfiguration en marche", Jean-Pierre Allegret, Pascal Le Merrer, Deniz Ünal, De Boeck Supérieur, 336 p., septembre.

Sébastien Jean, Ariel Reshef,
Gianluca Santoni

LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES DANS LA CRISE SANITAIRE

La crise du coronavirus a mis en évidence les interdépendances étroites entre des activités productives situées à différents endroits de la planète. Ce constat est caractéristique d'une ère de la mondialisation, amorcée lorsque l'intensité des relations commerciales internationales, déjà grande dans les années 1980, s'est considérablement accrue entre le début des années 1990 et la crise financière de 2008-2009. Cette évolution ne reflète pas seulement des échanges de biens plus fréquents ou plus massifs, elle révèle également l'importance croissante de productions coordonnées à l'échelle internationale. C'est ce que recouvre le terme chaîne de valeur mondiale.



Pour comprendre cette mondialisation des chaînes de valeur et l'importance qu'elles ont prise au cœur de la crise sanitaire, nous avons dans un premier temps caractérisé plus précisément le phénomène, étudié ses conséquences pour les différentes économies et pour les relations macroéconomiques avant la pandémie. Dans un second temps, nous avons analysé l'ampleur des dépendances de la production à l'offre et à la demande étrangères de produits intermédiaires et leur évolution. Pour la France, ces interdépendances sont avant tout européennes, mais en augmentation vis-à-vis de l'extérieur de l'Union et très inégales entre secteurs.

Références

"Les chaînes de valeur mondiales à l'épreuve de la crise sanitaire", Sébastien Jean, Ariell Reshef, Gianluca Santoni, In *L'économie mondiale 2021*, La Découverte, chap. II, septembre.

"Chaînes de valeur mondiales et dépendances de la production française", Ariell Reshef, Gianluca Santoni, *La Lettre du CEPII*, n° 409, juin.

RÉINDUSTRIALISATION ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Dans la lignée des travaux du CEPII sur les déterminants des pertes de compétitivité française, nous explorons dans ce projet le rôle des différences d'organisation et de gouvernance des entreprises multinationales dans les divergences entre la France et l'Allemagne. La première différence notable tient à la composition des conseils de surveillance ou d'administration : la codétermination allemande réserve la moitié des sièges dans les conseils de surveillance des grandes entreprises aux représentants des salariés. Or, les études montrent que la représentation des salariés dans les organes de direction ne réduit pas l'efficacité ou la profitabilité des entreprises mais conduit à limiter l'externalisation d'activités en dehors du périmètre de l'entreprise, et ainsi les délocalisations. Associer les salariés aux décisions stratégiques de l'entreprise apporte en effet des connaissances opérationnelles, facilite la circulation des informations entre la direction et les salariés et renforce la confiance et le dialogue social.

Une seconde différence notable tient à l'organisation spatiale des entreprises des deux côtés du Rhin : les sièges des grandes multinationales françaises sont concentrés en Île de France alors qu'ils sont répartis entre les différents Länder allemands. Cela affecte leur conduite, puisque les entreprises dont le siège est plus éloigné des établissements de production mettent en place des politiques moins favorables aux salariés. Elles sont ainsi plus susceptibles de décider de stratégies de réduction des coûts salariaux, comme les délocalisations d'emplois, en cas de difficultés économiques.

Référence

"Réindustrialisation et gouvernance des entreprises multinationales", Vincent Vicard, *CEPII Policy Brief*, n° 35, octobre.

Vincent Vicard



Sébastien Jean, Vincent Vicard

LES OBJECTIFS DES POLITIQUES DE RELOCALISATIONS

Cette étude identifie trois types d'objectifs pouvant motiver des politiques – souvent coûteuses- de relocalisation de la production ou, plus largement, de réindustrialisation : améliorer le solde courant, défendre l'autonomie stratégique et mettre à profit les externalités du secteur industriel, qui innove, rémunère bien les qualifications faibles ou intermédiaires et a une activité répartie sur l'ensemble du territoire.

Même si un rééquilibrage macroéconomique est nécessaire au sein de l'Union européenne, le déficit courant de la France est faible, le déficit commercial étant compensé pour une large part par l'excédent des revenus étrangers des multinationales. Les arguments stratégiques, pour leur part, ne s'appliquent qu'à des secteurs critiques, qu'il faut identifier. Quant à l'exploitation des externalités de l'industrie, elle doit venir compléter efficacement les aides ciblant déjà l'innovation et certains territoires.

Référence

"Relocaliser, réindustrialiser : dans quels buts ?", Sébastien Jean, Vincent Vicard, *La Lettre du CEPII*, n° 410, septembre.

Pierre Cotterlaz, Thierry Mayer,
en collaboration avec
Maddalena Conte (Université
Bocconi, Italie)

GRAVITY

La base Gravity rassemble toutes les données nécessaires à l'estimation d'équations de gravité. Cette base de donnée est largement utilisée par les économistes internationaux. Les programmes permettant de construire cette base ont été intégralement réécrits. Cette refonte complète a été l'occasion d'enrichir la base de nouveaux contenus, d'ajouter des informations sur les années les plus récentes (la dernière mise à jour remontait à 2015), et de faciliter les mises à jour futures. Une attention particulière a été portée à la documentation : des explications détaillées sont maintenant fournies sur le contenu des données et leur construction. L'effort se poursuit en 2021 avec la mise à jour des variables de distance.

Références

Gravity, version 2020-10, base de données.

"The CEPII Gravity Database", Maddalena Conte, Pierre Cotterlaz, Thierry Mayer, mimeo.



Les publications du CEPII

RECHERCHE

INTERNATIONAL ECONOMICS / ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle consacrée à la publication d'articles de haute qualité traitant d'un large éventail de questions liées à l'économie internationale. La revue accueille tout particulièrement les contributions empiriques qui incluent, sans s'y limiter, des sujets sur le commerce international, la politique commerciale, la macroéconomie ouverte et la finance internationale, la migration et les mouvements de facteurs. La plupart des articles publiés font appel à des modèles économiques formels et/ou à l'économétrie formelle. Toutefois, la revue prendra également en considération les articles de synthèse et les études de cas sur des sujets originaux, à condition qu'ils soient de très grande qualité.

Rédacteurs en chef : Mario Larch et Valérie Mignon
<http://www.journals.elsevier.com/international-economics>

"NAFTA and the convergence of CO₂ emissions intensity and its determinants",
Nicholas Apergis, James E. Payne.

"Regime dependent effects and cyclical volatility spillover between crude oil price movements and stock returns", Christian Urom, Kevin O. Onwuka, Kalu E. Uma, Denis N. Yuni.

"The role of carry trades on the effectiveness of Japan's quantitative easing",
Thomas Chuffart, Cyril Dell'Eva.

"Understanding the dynamics of foreign reserve management: The central bank intervention policy and the exchange rate fundamentals", Idil Uz Akdogan.

"How do human rights violations affect poverty and income distribution?",
Nicholas Apergis, Arusha Cooray.



N° 161
1^{er} trimestre 2020



"Are global value chains receding? The jury is still out. Key findings from the analysis of deflated world trade in parts and components", Guillaume Gaulier, Aude Sztulman, Deniz Ünal.

"Tail dependence structures between economic policy uncertainty and foreign exchange markets: Nonparametric quantiles methods", Khamis Hamed Al-Yahyaee, Syed Jawad Hussain Shahzad, Walid Mensi.

"Inequality, poverty and economic growth", Robert Breunig, Omer Majeed.

"Arab geopolitics in turmoil: Implications of Qatar-Gulf crisis for business", Refk Selmi, Jamal Bouoiyour.

"Investigating Asian regional income convergence using Fourier Unit Root test with Break", OlaOluwa S. Yaya, Fumitaka Furuoka, Kiew Ling Pui, Ray Ikechukwu Jacob, Chinyere M. Ezeoke.

"Halloween Effect in developed stock markets: A historical perspective", Alex Plastun, Xolani Sibande, Rangan Gupta, Mark E. Wohar.

"The post-crises output growth effects in a globalized economy", Bertrand Candelon, Alina Carare, Jean-Baptiste Hasse, Jing Lu.

"Determinants of foreign direct investment inflows: The role of economic policy uncertainty", Nguyen Phuc Canh, Nguyen Thanh Binh, Su Dinh Thanh, Christophe Schinckus.

"Growing external debt and declining export: The concurrent impediments in economic growth of Sub-Saharan African countries", Samson Edo, Nneka Esther Osadolor, Isuwa Festus Dading.

"Constrained Poisson pseudo maximum likelihood estimation of structural gravity models", Michael Pfaffermayr.

"Measuring the natural rate of interest in a commodity exporting economy: Evidence from Mongolia", Gan-Ochir Doojav, Munkhbayar Gantumur.

"Measuring the Balassa-Samuelson effect: A guidance note on the RPROD database", Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon, Florian Morvillier.

"Manufacturing firms' export activity: Business and financial cycles overlaps!^", Juan Laborda, Vicente Salas, Cristina Suárez.

"Role of capital flight as a driver of sovereign bond spreads in Latin American countries", Hajer Dachraoui, Mounir Smida, Maamar Sebri.

"Insulating property of the flexible exchange rate regime: A case of Central and Eastern European countries", Marek A. Dąbrowski, Justyna Wróblewska.

"Natural resource rents, political regimes and terrorism in Africa", Kazeem B. Ajide, Juliet I. Adenuga, Ibrahim D. Raheem.

"Growth accounting and regressions: New approach and results", Tiago Sequeira, Hugo Morão.

"Mexican peso-USD exchange rate: A switching linear dynamical model application", Dayna P. Saldaña-Zepeda, Ciro Velasco-Cruz, Víctor H. Torres-Preciado.

N° 162
2^e trimestre 2020



"Collateral damage: The Western sanctions on Russia and the evaluation of implications for Russia's post-communist neighbourhood", Vugar Bayramov, Nabi Rustamli, Gulnara Abbas.

"The effects of investor emotions sentiments on crude oil returns: A time and frequency dynamics analysis", Aktham Maghyereh, Basel Awartani, Hussein Abdoh.

Real exchange rate misalignments in developing countries: The role of exchange rate flexibility and capital account openness", Wishnu Mahraddika.

"Business cycles, bilateral trade and financial integration: Evidence from Economic Community of West African States (ECOWAS)", Stéphane Zouri.

"The threshold of absorptive capacity: The case of Vietnamese manufacturing firms", Vu Hoang Duong.

"On the effect of credit rating announcements on sovereign bonds: International evidence", Dimitrios Kenourgios, Zaghum Umar, Paraskevi Lemonidi.

"Expectations anchoring indexes for Brazil using Kalman filter: Exploring signals of inflation anchoring in the long term", Fernando Nascimento de Oliveira, Wagner Piazza Gaglianone.

"Investment confidence and regional trade agreements with the United States", Alberto Chong, Carla Srebot.

"Policy uncertainty and consumption in G7 countries: An asymmetry analysis", Mohsen Bahmani-Oskooee, Majid Maki Nayeri.

"The impact of future power generation on cement demand: An international and regional assessment based on climate scenarios", Emmanuel Hache, Marine Simoën, Gondia Sokhna Seck, Clément Bonnet, Samuel Carcanague.

"Cross-country convergence in global value chains: Evidence from club convergence analysis", Bhushan Praveen Jangam, Badri Narayan Rath.

"Tracking fiscal discipline. Looking for a PIIGS on the wing", David Neto.

"Loan growth, capitalization, and credit risk in Islamic banking", Muhammad Sobarsyah, Wahyoe Soedarmono, Wahdi Salasi Apri Yudhi, Irwan Trinugroho, Sigid Eko Pramono.

"A real time leading economic indicator based on text mining for the Spanish economy. Fractional cointegration VAR and Continuous Wavelet Transform analysis", Carlos Poza, Manuel Monge.

"Exports to China and economic growth in Latin America, unequal effects within the region", Julio César Arteaga, Mónica Liseth Cardozo, Márcia Jucá T. Diniz.

"Oil price jumps and the uncertainty of oil supplies in a geopolitical perspective: The role of OPEC's spare capacity", Refk Selmi, Jamal Bouoiyour, Amal Miftah.

"Rediscovering the EKC hypothesis for the 20 highest CO2 emitters among OECD countries by level of globalization", Patrícia Hipólito Leal, António Cardoso Marques.

N° 163
3^e trimestre 2020

N° 164
4^e trimestre 2020



"Understanding how foreign direct investment inflows impact urbanization in Africa", Carl Grekou, Ferdinand Owoundi.

"Better the devil you know: Home and sectoral biases in bank lending", A. Burietz, L. Ureche-Rangau.

"A case for leaning against the wind in a commodity-exporting economy", Irina Kozlovceva, Alexey Ponomarenko, Andrey Sinyakov, Stas Tatarintsev.

"Extension of the Fama and French model: A study of the largest European financial institutions", Francisco Jareño, María de la O González, Alba M. Escolástico.

"The drivers of economic complexity: International evidence from financial development and patents", Canh Phuc Nguyen, Christophe Schinckus, Thanh Dinh Su.

"Classification of transfer pricing systems across countries", Alex A.T. Rathke, Amaury J. Rezende, Christoph Watrin.

"Economic complexity, human capital, and FDI attraction: A cross country analysis", Pegah Sadeghi, Hamid Shahrestani, Kambiz Hojabr Kiani, Taghi Torabi.

"Do structural shocks in the crude oil market affect biofuel prices?", Aktham I. Maghyreh, Osama D. Sweidan.

"Global value chains and the missing link between exchange rates and export diversification", Thi Anh-Dao Tran, Minh Hong Phi, Long Thai.

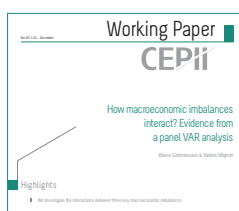
"Fettered cross-border capital flows, external finance dependence, and international trade", Gideon Ndubuisi.

"Three-player sovereign debt negotiations", Ilaf Elard.

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII

Première publication des travaux de recherche originaux des économistes du CEPII. En anglais. Disponibles en ligne

www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp



n° 2020-01, janvier

"Does Birthplace Diversity Affect Economic Complexity? Cross-country Evidence", Dany Bahar, Hillel Rapoport, Riccardo Turati.

n° 2020-02, février

"Weather Shocks and Migration Intentions in Western Africa: Insights from a Multilevel Analysis", Simone Bertolia, Frédéric Docquier, Hillel Rapoport, Ilse Ruysen.

n° 2020-03, mars

"Cross-border Investments and Uncertainty Firm-level Evidence", Rafael Cezar, Timothée Gigout, Fabien Tripier.

n° 2020-04, mars

"Immigration and Worker-Firm Matching", Gianluca Orefice, Giovanni Peri.

n° 2020-05, avril

"Currency Misalignments and Exchange Rate Regimes in Latin American countries: A Trade-Off issue", Jorge Carrera, Blaise Gnimassoun, Valérie Mignon, Romain Restout.



"Private Credit under Political Influence: Evidence from France", Anne-Laure Delatte, Adrien Matray, Noémie Pinardon-Touati.	n° 2020-6, avril
"Grey Zones in Global Finance: the Distorted Geography of Cross-Border Investments", Anne-Laure Delatte, Amélie Guillin, Vincent Vicard.	n° 2020-7, mai
"Covid 19: a new challenge for the EMU", Anne-Laure Delatte, Alexis Guillaume.	n° 2020-8, juillet
"Corporate tax avoidance and industry concentration", Julien Martin, Mathieu Parenti, Farid Toubal.	n° 2020-9, juillet
"Migration and Cultural Change", Hillel Rapoport, Sulin Sardoschau, Arthur Silve.	n° 2020-10, septembre
"COVID-Induced Sovereign Risk in the Euro Area: When Did the ECB Stop the Contagion?", Aymeric Ortmans, Fabien Tripier.	n° 2020-11, octobre
"MULTIPRIL, a New Database on Multilateral Price Levels and Currency Misalignments", Cécile Couharde, Carl Grekou, Valérie Mignon.	n° 2020-12, octobre
"Global Giants and Local Stars: How Changes in Brand Ownership Affect Competition", Vanessa Alviarez, Keith Head, Thierry Mayer.	n° 2020-13, novembre
"Wealth and Shifting Demand Pressures on the Price Level in England After the Black Death", Anthony Edo, Jacques Melitz.	n° 2020-14, décembre
"One Nation, One Language? Domestic Language Diversity, Trade and Welfare", Tamara Gurevitch, Peter R. Herman, Farid Toubal, Yoto Yotov.	n° 2020-15, décembre
"EQCHANGE annual assessment 2020", Carl Grekou.	n° 2020-16, décembre

LES RAPPORTS D'ÉTUDES DU CEPII

Études réalisées pour répondre à une demande institutionnelle ou dans le cadre de la participation à un groupe de travail.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/reports.asp>

"Possible Carbon Adjustment Policies: An Overview", Cecilia Bellora, Lionel Fontagné.	n° 2020-01, avril 2020
"Trade and Biodiversity", Cecilia Bellora, Jean-Christophe Bureau, Basak Bayramoglu, Estelle Gozlan & Sébastien Jean.	n° 2020-02, juin 2020



En gras : revues à
comité de lecture

Les auteurs du CEPII
sont en vert

LES PUBLICATIONS HORS CEPII

Les chercheurs du CEPII contribuent à certaines des meilleures revues telles que Journal of International Economics, Review of Economic Studies, World Economics, Journal of Banking & Finance, Journal of Macroeconomics...

http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/journal_articles.asp

Abele Christian, Bénassy-Quéré Agnès, **Fontagné Lionel**, "One Size Does Not Fit All: TFP in the Aftermath of Financial Crises in Three European Countries", PSE Working papers.

Bahar Dany, Chojdhury Raj, **Rapoport Hillel**, "Migrant Inventors and the Technological Advantage of Nations", Research Policy.

Belotti Federico, Porto Di Edoardo, **Santoni Gianluca**, "The Effect of Local Taxes on Firm Performance: Evidence from Georeferenced Data", Journal of Regional Science, novembre.

Bratti Massimiliano, Benedictis De Luca, **Santoni Gianluca**, "Immigrant Entrepreneurs, Diasporas, and Exports", Journal of Regional Science, vol. 60(2), p. 249-272, mars.

Cezar Rafael, Gigout Timothée, **Tripier Fabien**, "Cross-border Investments and Uncertainty: Firm-level Evidence", Journal of International Money and Finance, vol. 108, novembre.

Coudert Virginie, Couharde Cécile, **Grekou Carl**, **Mignon Valérie**, "Heterogeneity within the Euro Area: New Insights into an Old Story", Economic Modelling, n° 90, p. 428-444.

Coulibaly Dramane, Gnimassoun Blaise, **Mignon Valérie**, "The Tale of Two International Phenomena: Migration and Global Imbalances", Journal of Macroeconomics, vol. 66.

Bekkers Eddy, Antimiani Alessandro, Carrico Caitlyn, Flaig Dorothée, **Fontagné Lionel**, Fouré Jean, Francois Joseph, Itakura Ken, Kutlina-Dimitrova Zornitsa, Powers William, Saveyn Bert, Teh Robert, Van Tongeren Frank, Tsigas Marinos, "Modelling Trade and Other Economic Interactions Between Countries in Baseline Projections", Journal of Global Economic Analysis, vol. 5(1), p. 273-345.

Edo Anthony, **Ragot Lionel**, **Rapoport Hillel**, Sardoschau Sulin, Steinmayr Andreas, Sweetman Arthur, "An Introduction to the Economics of Immigration in OECD Countries", Canadian Journal of Economics, vol. 53(4), p. 1365-1403, novembre.

Girsberger Esther, Meango Romuald, **Rapoport Hillel**, "Migration and Inequality in the Western African Economic and Monetary Union", Journal of Comparative Economics.

Guimbard Houssein, **Fontagné Lionel**, **Orefice Gianluca**, "Product Level Trade Elasticities: Worth Weighting For", CESIFO Working Paper, N° 8491.



Jean Sébastien, "How the COVID-19 Pandemic Is Reshaping the Trade Landscape and What to Do About It", *Intereconomics - Review of European Economic Policy*, vol. 3(55), p. 135-139, juin.

Lopez-Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, "Exchange Rate Pass-Through to Import Prices: Accounting for Changes in the Eurozone Trade Structure", *Review of World Economics*, vol. 156(4), p. 835-858.

Lopez-Villavicencio Antonia, Mignon Valérie, "On the Seemingly Incompleteness of Exchange Rate Pass-Through to Import Prices: Do Globalization and/or Regional Trade Matter?", In *Recent Econometric Techniques for Macroeconomic and Financial Data*, Springer, p. 35-59.

Mignon Valérie, "Macroéconomie et énergie : quelles interactions ?", *Revue de l'Énergie*, N° 651, p. 3-5, août.

Navaretti Barba G., Fontagné Lionel, Orefice Gianluca, Pica G., A.C.Rosso, "TBTs, Firm Organization and Labour Structure", *CEPR Discussion Papers*, N° 15223.

Orefice Gianluca, Fontagné Lionel, Piermartini Roberta, "Making (Small) Firms Happy? The Heterogeneous Effect of Trade Facilitation Measures", *Review of International Economics*, vol. 28(3), p. 565-598.

Perego Erica, Iliopoulos Eleni, Soprasedu Thepthida, "International Business Cycles: Information Matters", *Journal of Monetary Economics*, N° Soumis et en révision (2e R&R).

Perego Erica, "Sovereign Risk and Asset Market Dynamics in the Euro Area", *Journal of International Money and Finance*, vol. 109, p. 102-234.

Ragot Lionel, Beine Michel, Delogu Marco, "The Role of Fees in Foreign Education: Evidence from Italy", *Journal of Economic Geography*, vol. 20(2), p. 571-600, mars.

Rapoport Hillel, "Diaspora Externalities", *IZA Journal of Development and Migration*, vol. 10(2).

ANALYSES

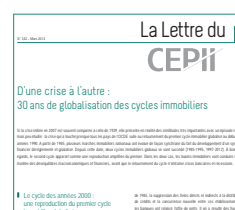
LA LETTRE DU CEPII

Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII. 8 numéros en 2020.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/publicat.asp>

"Économie immatérielle, productivité et développement financier", Axelle Arquié.

"La fragmentation des chaînes de production a changé le partage de la valeur ajoutée", Ariell Reshef, Gianluca Santoni.

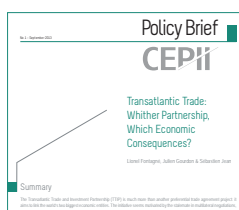


n° 405, janvier

n° 406, mars



- n° 407, avril "La vulnérabilité du capitalisme financiarisé face au coronavirus", Michel Aglietta, Sabrina Khanniche.
- n° 408, mai "Essor des partis d'extrême droite en Europe et immigration : un lien positif mais pas mécanique", Anthony Edo, Yvonne Giesing.
- n° 409, juin "Chaînes de valeur mondiales et dépendances de la production française", Ariell Reshef, Gianluca Santoni.
- n° 410, septembre "Relocaliser, réindustrialiser : dans quels buts ?", Sébastien Jean, Vincent Vicard.
- n° 411, octobre "Rééquilibrage de la zone euro : plus facile avec le bon diagnostic !" François Geerolf, Thomas Grjebine.
- n° 412, novembre "Le commerce européen dans la crise sanitaire : des problèmes de dépendance plus que de vulnérabilité", Cecilia Bellora, Clémence Bois, Sébastien Jean.



LES "POLICY BRIEF" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp>

- n° 29, janvier "Phase One Deal : une trêve qui crée plus de problèmes qu'elle n'en résout", Sébastien Jean.
- n° 30, avril "Impôts des multinationales après la crise sanitaire : pour un taux de taxe effectif minimum", Sébastien Laffitte, Julien Martin, Mathieu Parenti, Baptiste Souillard & Farid Toubal.
- n° 31, avril "Covid-19: Has the Time Come for Mainstream Macroeconomics to Rehabilitate Money Printing?", Axelle Arquie, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier.
- n° 32, mai "Les banques européennes à l'épreuve de la crise du Covid-19", Jézabel Couppey-Soubeyran, Erica Perego, Fabien Tripier.
- n° 33, juin "After Covid-19, will seasonal migrant agricultural workers in Europe be replaced by robots?", Cristina Mitaritonna, Lionel Ragot.
- n° 34, juillet "Has Immigration Contributed to the Rise of Right-Wing Extremist Parties in Europe?", Anthony Edo, Yvonne Giesing.
- n° 35, octobre "Réindustrialisation et gouvernance des entreprises multinationales", Vincent Vicard.

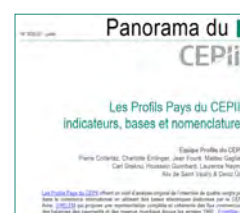


LES PANORAMAS DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans vos propres documents.

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama.asp>

"Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures", Pierre Cotterlaz, Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Carl Grekou, Houssein Guimbard, Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal.



n° 2020-01, juillet

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2021

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des éditions La Découverte, des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/economie_mondiale.asp

"Introduction", Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran

"Vue d'ensemble : état de choc", Sébastien Jean

"Les chaînes de valeur mondiales à l'épreuve de la crise sanitaire", Sébastien Jean, Ariell Reshef, Gianluca Santoni

"Désindustrialisation (accélérée) : le rôle des politiques macroéconomiques", François Geerolf, Thomas Grjebine

"Les dessous de la concentration", Axelle Arquié, Julia Bertin

"Et maintenant, quel Green New Deal ? Perspectives pour une écologie politique", Michel Aglietta, Étienne Espagne

"Un dollar contesté, mais toujours pas détrôné", Carl Grekou

"Le développement financier chinois : des précautions d'hier aux dangers d'aujourd'hui", Camille Macaire

"Base de données sur l'économie mondiale", Alix de Saint Vaulry





LE BLOG DU CEPII

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"Brexit : le défi de la négociation commerciale avec l'Union européenne", 2 janvier, S. Jean.

"Quel a été l'impact de la réforme fiscale de décembre 2017 sur l'économie américaine ?", 13 janvier, J. Boittin.

"USMCA : la mise en place enfin consacrée de l'ALENA 3.0", 16 janvier, J. Boittin.

"Entre la Chine et les États-Unis, 'c'est seulement une trêve commerciale qui a été signée, pas la paix'", 30 janvier, S. Jean.

"Le secteur du transport est le premier touché par la crise du coronavirus", 12 février, S. Jean.

"Vietnam: the last dragon - 1/2: International Openness: A Guide to Vietnam's Economic Policy", 14 février, M. Fouquin, J. Chaponnière.

"Vietnam: The last dragon - 2/2: Resilience faced with international tensions", 17 février, M. Fouquin, J. Chaponnière.

"Coronavirus : un grain de sable dans l'économie mondiale", 2 mars, M. Fouquin, J. Chaponnière.

"Allemagne : je t'entraîne, moi non plus", 4 mars, L. Nayman.

"L'épidémie de Covid-19 est aussi une crise de la mondialisation", 10 mars, S. Jean.

"Jacques Lesourne", 23 mars, S. Jean.

"L'Europe au stade 1 de la crise économique", 23 mars, F. Tripier.

"Effondrement des marchés financiers : le coronavirus n'explique pas tout", 26 mars, V. Mignon.

"Donald Trump peut-il faire baisser le dollar ?", 30 mars, V. Mignon.

"La Fed agit promptement pour éviter l'assèchement de la liquidité internationale en dollars", 3 avril, C. Destais.

"Coronavirus : 'Ne pouvant éliminer le risque de désastre, il faut en limiter le coût économique et social'", 8 avril, F. Tripier.

"Coronavirus : 'L'Europe doit cesser son jeu de dupes'", 14 avril, F. Geerolf, T. Grjebine.

"Le Covid-19, un coup d'arrêt à la mondialisation ? (1/2)", 17 avril, G. Gaulier, V. Vicard.

"Le Covid-19, un coup d'arrêt à la mondialisation ? (2/2)", 17 avril, G. Gaulier, V. Vicard.

"Trois arguments qui laissent penser qu'il n'y aura pas d'inflation après la crise", 17 avril, G. Dufrénot.

"Crises économiques, immigrants et marché du travail : apprendre des erreurs du passé pour ne pas les reproduire", 20 avril, A. Edo, C. Umana Dajud.



"Covid-19 Crisis: Tracking uncertainty in the US economy", 21 avril, A. Ortmans, F. Tripier.

"Crise du Covid-19 : l'incertitude économique et financière aux États-Unis", 21 avril, A. Ortmans, F. Tripier.

"Après le coronavirus : 'Engageons collectivement la réflexion pour faire advenir une mondialisation plus acceptable'", 22 avril, I. Bensidoun.

"Une solution 'à la japonaise' pour éviter la crise des dettes souveraines", 28 avril, T. Grjebine.

"On brade le pétrole !", 29 avril, V. Mignon.

"L'Europe à quitte ou double", 30 avril, A. Grjebine, T. Grjebine.

"La monnaie et les économistes : je t'aime moi non plus !", 12 mai, J. Couppey-Soubeyran, J. Ponsot.

"Les pénuries pharmaceutiques en Europe éclipsent un demi-siècle d'excédents commerciaux", dans la série Coronavirus, Faits & Chiffres du 20 mai, P. Cotterlaz, G. Gaulier, A. Sztulman, D. Ünal.

"Recent drug shortages in Europe overshadow half a century of trade surpluses", 2 juin, P. Cotterlaz, G. Gaulier, A. Sztulman, D. Ünal.

"La crise sanitaire va-t-elle générer une nouvelle crise bancaire ?", 19 juin, J. Couppey-Soubeyran, E. Perego, F. Tripier.

"L'Europe face à la crise du système commercial multilatéral", 23 juin, S. Jean.

"Les entrepreneurs immigrés boostent les exportations des provinces italiennes", 10 août, M. Bratti, L. De Benedictis, G. Santoni.

"Que nous réserve l'économie mondiale 2021 ? Conversation avec Isabelle Bensidoun et Jézabel Couppey-Soubeyran", 2 septembre, I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"RCEP : l'intégration commerciale en Asie met les États-Unis au défi de leurs ambitions", 20 novembre, H. Guimbard, S. Jean.

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 7867 abonnés. Une sélection des différents éclairages est présentée ici

<http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp>

Edito

Comment la pandémie COVID-19 remodèle le paysage commercial et que faire en réponse?.

Focus

Les banques européennes à l'épreuve de la crise du Covid-19.



Opinion

Après le coronavirus : "Engageons collectivement la réflexion pour faire advenir une mondialisation plus acceptable".

Mot-clé

Effondrement des marchés financiers : le coronavirus n'explique pas tout.

Faits & chiffres

Covid-19 Crisis: Tracking Uncertainty in the US economy.

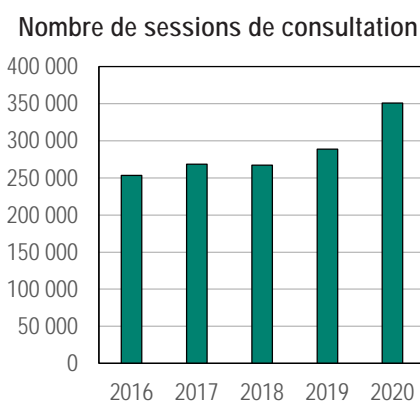
Bases de données

EQCHANGE Annual Assessment 2019.

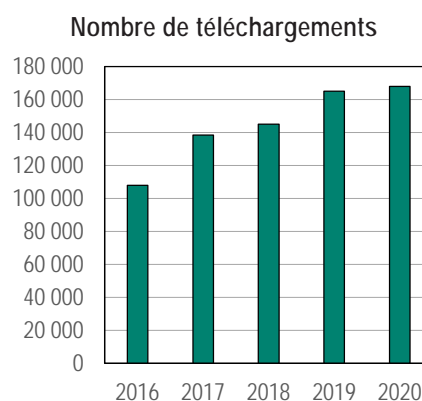


Le site internet du CEPII

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 653 documents de travail depuis 1994 et 557 lettres (dont 150 en anglais) depuis 1979, les résumés de 164 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 16 *Documents de travail*, 7 *Policy briefs*, 8 numéros de *La Lettre du CEPII*, dont une en anglais, 9 *Newsletters* en français, 9 *Newsletters* en anglais, 1 *Panorama du CEPII*, 28 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 147 articles ou interviews dans les médias, 21 articles dans les revues scientifiques.



Source : Google Analytics.



Source : Xiti.

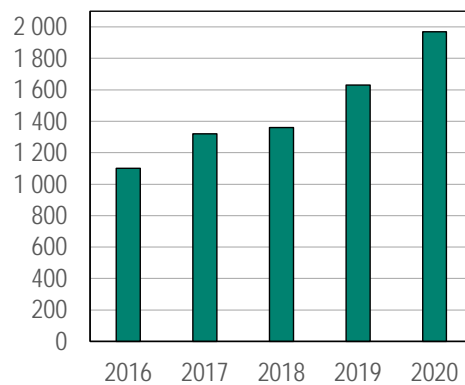


La présence dans les médias du

CEPII

En 2020, les économistes du CEPII ont publié 45 articles de presse, réalisé 101 interviews exclusives et ont été cités dans 58 publications. Au total, le CEPII est apparu 1 970 fois sur le web et dans la presse écrite.

Nombre de mentions dans les médias



Source : Référencement par le CEPII
(à partir de Kantar Media et Meltwater)



ARTICLES ET INTERVIEWS (sélection)

"Il existe en France un mécanisme d'échange de faveurs entre élus locaux et banques", *Le Monde*, 14 février, A.-L. Delatte.

"La Chine tousse et le pétrole se grippe", *Les Echos*, 10 mars, V. Mignon.

"Donald Trump peut-il faire baisser le dollar ?", *boursorama.com*, 23 mars, V. Mignon.

"Coronavirus pourquoi l'Allemagne dispose de tests et pas la France", *lesechos.fr*, 30 mars, T. Gigout.

"La 'monnaie hélicoptère' ou le désastre", *Le Nouvel Observateur*, 30 mars, J. Couppey-Soubeyran.

"Coronavirus : 'Ne pouvant éliminer le risque de désastre, il faut en limiter le coût économique et social'", *Le Monde*, 5 avril, F. Tripier.

"La Fed agit pour éviter l'assèchement de la liquidité internationale en dollars", *La Tribune*, 6 avril, C. Destais.

"Coronavirus : 'Il est temps de rebâtir un contrat social et fiscal plus juste'", *Le Monde*, 8 avril, A.-L. Delatte.

"Masques, respirateurs, tests... Pourquoi la France doit repenser sa politique industrielle après la crise du coronavirus", *challenges.fr*, 8 avril, Cecilia Bellora, Timothée Gigout, S. Jean.

"Coronavirus : 'L'Europe doit cesser son jeu de dupes'", *Le Monde*, 10 avril, François Geerolf, T. Grjebine.

"International corporate taxation after COVID-19: Minimum taxation as the new normal", *voxeu.org*, 14 avril, F. Toubal.

"Une taxation minimale des multinationales pour enrayer l'évitement fiscal", *Libération*, 16 avril, F. Toubal.

"Diversifier et régionaliser pour mieux régner : le futur de la mondialisation post-coronavirus", *The Conversation*, 16 avril, G. Gaulier, V. Vicard.

"Après le coronavirus : "Engageons collectivement la réflexion pour faire advenir une mondialisation plus acceptable", *Le Monde*, 17 avril, I. Bensidoun.

"Il faut une transformation radicale de nos modes de vie", *L'Est Républicain*, 17 avril, M. Aglietta.

"Trois arguments qui laissent penser qu'il n'y aura pas d'inflation après la crise", *La Tribune*, 19 avril, G. Dufrénot.

"Crises, immigrés et marché du travail : apprendre des erreurs du passé pour ne pas les reproduire", *The Conversation*, 20 avril, A. Edo, C. Umana Dajud.

"Quel monde après le Covid-19 : le débat Pascal Boniface / Michel Aglietta", *L'Humanité*, 26 avril, M. Aglietta.

"On brade le pétrole !", *The Conversation*, 27 avril, V. Mignon.

"L'Europe à quitte ou double", *Le Soir de Belgique*, 27 avril, T. Grjebine.

"Une solution 'à la japonaise' pour éviter la crise des dettes souveraines", *The Conversation*, 27 avril, T. Grjebine.

"La crise actuelle ne remettra pas en cause l'existence des chaînes de production mondiales", *Le Monde*, 28 avril, G. Gaulier, V. Vicard.



- "Une solution 'à la japonaise' pour éviter la crise des dettes souveraines", *Alternatives économiques*, 29 avril, T. Grjebine.
- "La monnaie et les économistes : je t'aime moi non plus !", *The Conversation*, 3 mai, J. Couppey-Soubeyran.
- "Les pénuries pharmaceutiques en Europe éclipsent un demi-siècle d'excédents commerciaux", *The Conversation*, 19 mai, P. Cotterlaz, G. Gaulier, D. Ünal.
- "Restricting foreign workers during a crisis hampers recovery. Just look at our past mistakes - View", *Euronews*, 25 mai, A. Edo, C. Umana Dajud.
- "Recent drug shortages in Europe overshadow half a century of trade surpluses", *The Conversation*, 31 mai, D. Ünal, P. Cotterlaz.
- "Washington-Pékin : une nouvelle guerre froide ?", *The Conversation*, 10 juin, M. Fouquin.
- "La crise sanitaire va-t-elle générer une nouvelle crise bancaire ?", *The Conversation*, 11 juin, J. Couppey-Soubeyran, Erica Perego, F. Tripier.
- "Penser un monde nouveau. Un développement inclusif et soutenable", *L'Humanité*, 21 juin, M. Aglietta.
- "Crise du Covid-19 : l'euro caracole, le dollar dégringole, faut-il s'en réjouir ?", *Le Parisien*, 25 août, J. Couppey-Soubeyran.
- "Où va l'euro ?", *boursorama.com*, 21 septembre, V. Mignon.
- "Politique commerciale : Trump le 'Tariff Man' n'a pas fait de miracles", *Alternatives économiques*, 25 septembre, J.-F. Boittin.
- "Relocaliser, réindustrialiser : dans quels buts ?", *latribune.fr*, 5 octobre, S. Jean, V. Vicard.
- "Le Monde d'après", *Les Echos*, 12 octobre, Isabelle Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran, S. Jean.
- "Les remises de dette des pays en développement ne doivent plus être considérées comme un drame, mais comme un partage des risques", *Le Monde*, 12 octobre, G. Dufrénot.
- "Quelle politique économique pour faire face à la deuxième vague ?", *Les Echos*, 4 novembre, V. Mignon.
- "Les dessous de la concentration", *Xerfi Canal*, 10 novembre, A. Arquié.
- "Pourquoi les Allemands doivent dépenser plus", *Alternatives économiques*, 20 novembre, François Geerolf, T. Grjebine.
- "La filière des produits de la santé dans le commerce international", *Xerfi Canal*, 24 novembre, D. Ünal.
- "Désindustrialisation - Donner plus de pouvoir aux salariés sauverait des usines", *Alternatives économiques*, 24 novembre, V. Vicard.
- "La question de l'ancrage des multinationales à leur territoire d'origine est au cœur du déclin industriel français", *Le Monde*, 1^{er} décembre, V. Vicard.
- "À Béthune, 'le coût cumulé sur dix ans de la fermeture de Bridgestone s'élève au minimum à 228 millions d'euros'", *Le Monde*, 1^{er} décembre, A. Arquié, T. Grjebine.
- "La liberté académique ne doit en aucun cas être bafouée, à partir du moment où le principe de transparence est respecté", *Le Monde*, 26 décembre, V. Mignon.



INTERVIEWS AUDIO ET VIDÉO

"Le risque de crise financière en 2020", M. Aglietta, *Xerfi Canal*, vidéo du 13 janvier.

"Le changement de logique du commerce international", S. Jean, *Xerfi Canal*, vidéo du 14 janvier.

"L'essor mondial des écoles privées", L. Ragot, *France Culture*, audio du 4 février.

"Brexit, quel impact pour l'Europe ?", D. Ünal, *Xerfi Canal*, vidéo du 4 février.

"Chine : le régime à l'épreuve", S. Jean, *France Culture*, audio du 8 février.

"Les États-Unis menacent la Turquie, quelles conséquences pour l'UE ?", D. Ünal, *Xerfi Canal*, vidéo du 10 février.

"Un drone monétaire pour stimuler l'économie de la zone euro", J. Couppey-Soubeyran, *Xerfi Canal*, vidéo du 25 février.

"Coronavirus : la mondialisation est-elle fragile ?", S. Jean, *France Culture*, vidéo du 3 mars.

"La BCE pourrait-elle distribuer de l'argent directement aux citoyens ?", J. Couppey-Soubeyran, *Xerfi Canal*, vidéo du 5 mars.

"L'angoisse du déclin (épisode 2 de la série "Classe moyenne, qui es-tu ?)", F. Tripier, *France Culture*, audio du 10 mars.

"Comment combattre la stagnation séculaire", G. Dufrenot, *Xerfi Canal*, vidéo du 19 mars.

"L'économie mondiale en terra incognita", J. Couppey-Soubeyran et G. Dufrenot, *RFI*, audio du 27 mars.

"La France doit-elle revoir sa copie en matière de politique industrielle ?", S. Jean, *BFM Business*, vidéo du 8 avril.

"La vulnérabilité du capitalisme financiarisé face au coronavirus : quelles solutions ?", M. Aglietta, *Xerfi Canal*, vidéo du 16 avril.

"Aide de la BCE : bras de fer entre l'Allemagne et l'Union européenne", A.-L. Delatte, *RFI*, audio du 13 mai.

"Europe : un plan de relance de 750 milliards d'euros", A.-L. Delatte, *BFM Business*, vidéo du 28 mai.

"Face à la crise, l'endettement comme remède", J. Héricourt, *RFI*, audio du 28 mai.

"Covid-19 : de lourdes conséquences économiques en France", S. Jean, *France 24*, vidéo du 2 juin.

"Guerre commerciale : pourquoi Trump veut-il s'emparer du leader taïwanais des puces électroniques ?", M. Fouquin, *France Culture*, audio du 8 juin.

"L'économie en réanimation : Le lent réveil du commerce mondial (épisode 1)", S. Jean, *France Culture*, audio du 8 juin.

"L'économie en réanimation : La danse de la relance européenne (épisode 2)", A.-L. Delatte, *France Culture*, audio du 9 juin.



- "Europe after Covid 19: How €750 billion could reboot the EU", A.-L. Delatte, *France 24*, vidéo du 30 juin.
- "Quel monde d'après ?", A.-L. Delatte, *BFM Business*, vidéo du 3 juillet.
- "Les économistes, pour quoi faire ?", J. Couppey-Soubeyran, *RFI*, audio du 10 juillet.
- "La crise sanitaire va-t-elle provoquer une nouvelle crise bancaire ?", F. Tripier, *Xerfi Canal*, vidéo du 18 juillet.
- "Plan de relance de l'UE: retour sur un accord historique obtenu au terme d'un sommet-marathon", A.-L. Delatte, *RFI*, audio du 21 juillet.
- "L'affaire Huawei", S. Jean, *RFI*, audio du 21 août.
- "Peut-on réparer la mondialisation ?", C. Bellora, *France Culture*, audio du 31 août.
- "Face à la Chine, le réveil de l'Europe", S. Jean, *France Culture*, audio du 5 octobre.
- "Relance de l'investissement productif par une dette publique soutenable", M. Aglietta, *Xerfi Canal*, vidéo du 6 octobre.
- "Agriculture : le Covid, accélérateur de la robotisation ?", L. Ragot, *Xerfi Canal*, vidéo du 7 octobre.
- "Les enseignements de la crise de la Covid 19 pour un Green New Deal Global", M. Aglietta, *Xerfi Canal*, vidéo du 13 octobre.
- "USA-Chine : Une guerre économique à front renversé", D. Ünal, *Xerfi Canal*, vidéo du 20 octobre.
- "Un Green New Deal Européen : quelle stratégie ?", M. Aglietta, *Xerfi Canal*, vidéo du 28 octobre.
- "La France dans la spirale de la désindustrialisation", T. Grjebine, *Xerfi Canal*, vidéo du 2 novembre.
- "La puissance turque à l'épreuve des turbulences économiques", D. Ünal, *France Culture*, audio du 16 novembre.
- "Commerce : Que change la victoire de Joe Biden ?", V. Vicard, *France 24*, vidéo du 13 novembre.
- "La filière des produits de santé dans le commerce international", D. Ünal, *Xerfi Canal*, vidéo du 24 novembre.
- "Les dessous de la concentration", A. Arquié, *Xerfi Canal*, vidéo du 10 novembre.
- "Pourquoi le dollar reste roi ?", C. Grekou, *Xerfi Canal*, vidéo du 1^{er} décembre.
- "Les chaînes de valeur mondiales à l'épreuve de la pandémie mondiale", S. Jean, *Xerfi Canal*, vidéo du 8 décembre.
- "Relocalisation : faut-il y croire ?", V. Vicard, *Xerfi Canal*, vidéo du 16 décembre.
- "L'explosion des dettes publiques européennes", G. Dufrénot, *RFI*, audio du 18 décembre.
- "2020 : année pand'économique", C. Bellora, *France Culture*, audio du 28 décembre.



Les rencontres du CEPII

■ Conférences, séminaires et débats organisés ou co-organisés par le CEPII

Workshop Deep FTAs

Organisé avec PSE/CES, EUTIP, ANR, Actions Marie Skłodowska-Curie, CIREM.

14 - 15 janvier

État de choc

Conférence de présentation de l'ouvrage annuel du CEPII "L'économie mondiale 2021".

9 septembre

Quelle (dé)mondialisation au temps du Covid-19

La table ronde du CEPII aux 24^e Rendez-vous de l'histoire 2020 ; Le CEPII est collaborateur scientifique des Rendez-vous.

9 octobre

Printemps de l'économie : Guerres et Paix - Quels combats pour un monde plus solidaire ?

Le CEPII est partenaire de la 8^e édition du Printemps de l'économie.

13 - 16 octobre

Les limites de l'hypermondialisation

Présentation de l'ouvrage "Économie de la mondialisation" de Jean-Pierre Allegret, Pascal Le Merrer et Deniz Ünal.

10 novembre

Les JÉCOS 2020 : Ré-inventons le progrès ensemble

Le CEPII est partenaire des Journées de l'économie de Lyon.

17 - 20 novembre

Immigration in OECD Countries - 10th Annual International Conference

Organisé avec l'OCDE, l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo De Benedetti, l'Université du Luxembourg et l'IRES (Université Catholique de Louvain).

7 - 8 décembre



14 décembre

Productivity Slowdown and MNEs' Intangibles: Where is Productivity Measured

Séminaire externe avec Margarita Lopez Forero (France Stratégie), co-auteurs Jean Charles Bricongne et Samuel Delpeuch.

17 décembre

Productivity Slowdown and MNEs' Intangibles: Where Is Productivity Measured?

Séminaire de recherche

avril - décembre

Online seminar series on The Economics of Migration:

Organisé avec : CERDI, IC Migrations, LISER, PSE, Université du Luxembourg et Universidad Carlos III

"Immigrating into a Recession", with Andreas Steinmayr (LMU Munich), 29 avril.

"Like an Ink Blot on Paper: Testing the Diffusion Hypothesis of Mass Migration, Italy 1876-1920" with Yannay Spitzer, Hebrew University of Jerusalem), 6 mai.

"Returns to Low-Skilled International Migration: Evidence from the Bangladesh-Malaysia Migration Lottery Program", with Mushfiq Mobarak, Yale University, 13 mai.

"Refugees and Foreign Direct Investment: Quasi-Experimental Evidence from US", with Anna Maria Mayda, Georgetown University, 20 mai.

"Integrating Refugees: Language Training or Work-First Incentives?", with Giovanni Peri (University of California, Davis), 27 mai.

"With Esther Arenas-Arroyo", Vienna University of Economics and Business, 3 juin.

"Information and the Acquisition of Social Network Connections: A Randomized Experiment among New U.S. Immigrants", with Dean Yang, University of Michigan, 10 juin.

"Labor Market Competition and the Assimilation of Immigrants", with Joan Llull, Universitat Autònoma de Barcelona, 17 juin.

"Immigration, Science, and Invention. Evidence from the Quota Acts", with Petra Moser, NYU Stern, 24 juin.

"with Çağlar Özden", World Bank, 1^{er} juillet.

"Those Who Stayed: Selection and Cultural Change in the Age of Mass Migration", with Anne Sofie Beck Knudsen, Harvard, 16 septembre.

"Is Migration Drought-Induced in Mali? An Empirical Analysis Using Panel Data On Malian Localities over the 1987-2009 Period", Flore Gubert, DIAL, PSE and Esther Delesalle, UCLouvain, 30 septembre.

"Understanding the Success of the Know Nothing Party", with Katherine A Eriksson (UC Davis) 7 octobre.

"Migration and Cultural Change", with Hillel Rapoport, CEPII, PSE, 14 octobre.



"Migration from Developing Countries: Selection, Income Elasticity, and Simpson's Paradox", with Michael Clemens, Center for Global Development and Mariapia Mendola, Univ. Milano Bicocca, 21 octobre.

"Testing Classic Theories of Migration in the Lab", with Catia Batista, Nova SBE, 28 octobre.

"Immigration and Spatial Equilibrium: The Role of Expenditures in the Country of Origin", with Joan Monras, Universitat Pompeu Fabra and Cristoph Albert, CEMFI, 4 novembre 2020.

"Temporary Migration and Entrepreneurship in Bangladesh", with Joan Monras, Universitat Pompeu Fabra and Cristoph Albert, CEMFI 18 novembre.

"Do Refugees Converge to Local Culture? Evidence from German Regions", with Sulin Sardoschau, Humboldt University, 2 décembre.

"Immigration and Redistribution", with Stefanie Stantcheva (University of Harvard), 16 décembre.

SÉMINAIRES INTERNES

"Market Concentration and Tax Avoidance", avec Farid Toubal (co-auteurs Julien Martin UQAM & CEPR, Mathieu Parenti ULB & CEPR), 14 mai.

"Covid: A New Challenge for Euro", avec Anne-Laure Delatte (co-auteur Alexis Guillaume), 16 juin.

"Les bases de données au CEPII", avec Houssein Guimbard, 2 juillet.

"The Phillips Curve: A Relation between Real Exchange Rate Growth and Unemployment", avec François Geerolf, 24 septembre.

"Immigration and Export Performance", avec Gianluca Santoni, 15 octobre.

"Let's Git started - Feedback on the Adoption of Git to take (back) the Control on the Different Versions of Large Collections of Files", avec Cecilia Bellora, 5 novembre.

"Are Your Labor Shares Set in Beijing? The View Through the Lens of Global Value Chain's", avec Ariell Reshef, Gianluca Santoni, 12 novembre.

"Movement of Persons and Trade Agreements", avec Camillo Umana Dajud, 26 novembre.

"Migration and Cultural Change", avec Hillel Rapoport, 10 décembre.



Rencontres organisées par le Club du CEPII

- 14 janvier **The German Economy: Towards a Recession**
avec Prof. Dr. Timo Wollmershäuser, Head of Business Cycle Analysis and Forecasts, IFO Center for Macroeconomics and Surveys, Ifo Institute.
- 15 janvier **The size and Characteristics of the Unauthorized Immigrant Population in Europe**
avec Dr. Mark Hugo Lopez, Director of global migration and demography research, Pew Research Center.
- 6 février **La BCE à la croisée des chemins : bilan et perspectives de la politique monétaire dans la zone euro**
avec Louis Harreau, ECB Strategist, Global Markets Research, Credit Agricole CIB ; Édouard Challe, directeur de recherche à CNRS, CREST et professeur d'économie à l'École Polytechnique.
- 7 février **L'économie marocaine : "bien, mais doit (beaucoup) mieux faire"**
avec Karim El Aynaoui, président, OCP Policy Center.
- 13 février **Fin du franc CFA : rupture ou façade ?**
avec Kako Nubukpo, ancien ministre togolais de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, doyen de la faculté d'économie de l'Université de Lomé.
- 27 février **China debt restructuring: the beginning of the end?**
avec Wei Yao, Chief China economist, Société Générale.
- 15 mai **Les conséquences économiques internationales du Covid-19 : un "désastre", et après ?**
avec Anne-Laure Delatte, Fabien Tripier, Vincent Vicard, CEPII.
- 4 juin **La croissance américaine : de l'essoufflement à un quasi effondrement ?**
avec Laurent Ferrara, Professeur d'économie internationale, SKEMA Business School.
- 9 juin **Chine : les conséquences économiques de la pandémie**
avec Mary-Françoise Renard, professeur à l'École d'Économie, Université Clermont Auvergne, responsable de l'Institut de Recherche sur l'Économie de la Chine (IDREC) au CERDI, doyen honoraire de la Faculté des Sciences économiques et de Gestion, vice-présidente de l'Institut Confucius Clermont-Auvergne.



Vers une crise de la dette des pays émergents ?

avec Sébastien Barbé, Global Head of EM Research and Strategy, Crédit Agricole CIB, Amélie Roux, Chef Économiste, Saint Gobain ; Jérôme Sgard, Professeur d'Économie Politique, Sciences Po.

*9 juillet***Soldes commerciaux, chaînes de valeur : quels (dés)équilibres internationaux après la crise sanitaire ?**

avec Thomas Grjebine et Vincent Vicard, CEPII.

*13 octobre***How Covid-19 Is Altering Economic Beliefs and Perceptions - And Why It Matters**

avec Dr. Richard Wike, Director, Global Attitudes Research, Pew Research Center.

*22 octobre***L'Afrique de nouveau face au mur de la dette ?**

avec Guillaume Chabert, co-président du Club de Paris et chef du service des affaires multilatérales et du développement de la Direction Générale du Trésor ; Benoît Chervalier, senior banker, Global Sovereign Advisory, et enseignant à Sciences-Po Paris.

*3 décembre***Quelle sera la politique commerciale de l'administration Biden, avec quelles conséquences ?**

avec Jean-François Boittin, Expert associé, CEPII.

15 décembre

Participation des économistes du CEPII à des groupes de travail et comités d'experts

CECILIA BELLORA

Représentation du CEPII au board de GTAP et rédaction du rapport d'activité du CEPII pour GTAP

Participation aux réunions préparatoires de la note du Conseil d'Analyse Économique en vue de la rédaction de la note "Biodiversité en danger : quelle réponse économique ?" (sept. 2020)

Participation au Comité du Suivi de la Politique commerciale organisé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

JÉZABEL COUPPEY-SOUBEYRAN

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

LIONEL FONTAGNÉ

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS.

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membres des comités scientifiques : Économie & Prévision et *Annals of Economics and Statistics*.

MICHEL FOUQUIN

Membre du comité scientifique des Journées de l'économie de Lyon.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Secrétaire Général du Centre d'Information et de Réflexion sur l'Économie Mondiale (CIREM).

JÉRÔME HÉRICOURT

Membre nommé du Comité Directeur et du Bureau de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), responsable éditorial du site web et du blog.

Co-Responsable de contrat ANR Franco-Allemand, financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) et la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).

Membre suppléant du Conseil National des Universités (Section 05)



Responsable de l'Axe "Marchés, Organisations et Finance" du LEM-CNRS
Membre du comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Éditeur associé, China Economic Review.

SÉBASTIEN JEAN

Membre du Conseil d'analyse économique.

Membre du Comité Stratégique de la Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France).

Membre du Conseil National de la Productivité (CNP).

Fellow, CESifo Research Network, Munich, Allemagne.

Policy Associate, GEP, University of Nottingham, Royaume-Uni.

Membre du Conseil de l'OFCE.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche.

Membre du Comité d'accès aux données de la Banque de France

Membre du comité éditorial du Journal of Global Economic Analysis.

Member du Steering Committee du Global EPAs Resarch Consortium (GRIPS, Tokyo, et Brandeis University, MA, United States).

Membre du Comité de programmation de L'économie aux Rendez-vous de l'histoire de Blois.

Membre du conseil scientifique du Printemps de l'économie.

Membre de la "Task Force for Protecting Europe From Economic Coercion", European Council of Foreign Relations (ECFR).

Membre du Groupe de référence de l'évaluation de la contribution française à la BAI, Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France).

VALÉRIE MIGNON

Présidente de la section 05 (Sciences économiques) du Conseil National des Universités (CNU).

Membre de la Commission Recherche de l'Université Paris Nanterre.

Responsable de l'axe Macroéconomie Internationale, Banque et Économétrie Financière du laboratoire EconomiX (UMR 7235), CNRS et Université Paris Nanterre.

Co-rédacteur en chef d'International Economics.

Membre des comités éditoriaux de *Energy Policy*, la revue *Finance*, la revue *Économie et Prévision* et *Economics Bulletin*.

Présidente de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE).

Membre élue au Cercle des Économistes.

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 18 novembre 2020.



Membre du comité scientifique de la conférence « Évaluation des politiques publiques », AFSE et Direction Générale du Trésor, 10 décembre 2020 et du colloque XXIII Applied Economics Meeting, Palma de Mallorca, 4-5 juin 2020.

Membre du jury du Prix Colbert de la Fondation Colbert - Institut de France, 2020.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche et auprès du HCERES.

Membre des comités de sélection 2020 des Universités Paris Nanterre, La Réunion et Sciences Po Paris.

Membre de l'instance nationale chargée de la procédure spécifique d'avancement de grade des enseignants-chercheurs.

CRISTINA MITARITONNA

GTAP Board Steering Committee for trade in services

GIANLUCA OREFICE

Responsable scientifique d'un workpackage d'une ANR, financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) et le Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG).

Research Fellow CESifo.

Membre du comité éditorial de *International Economics*.

Membre du RIEF (Research in International Economics and Finance).

LIONEL RAGOT

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE)

Membre élu au bureau de l'Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (FAERE)

GIANLUCA SANTONI

Membre du Comité Scientifique (et discutant) de la conférence annuelle de l'ITSG.

Rapporteur pour les revues *Energy Efficiency*, *Journal of Economic Geography*, *The World Economy*.

FARID TOUBAL

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Co-éditeur de *European Economic Review*.

Research Fellow au CEPR

Research Network member au CESifo

FABIEN TRIPIER

Membre du bureau de l'association Theories and Methods in Macroeconomics (T2M)



Membre du comité scientifique de la conférence doctorale ADRES et du Research in International Economics and Finance (RIEF)

Membre du jury du prix Edmond Malinvaud

VINCENT VICARD

Participation au Groupe de travail sur le diagnostic de la dégradation du commerce extérieur agricole et agroalimentaire, FranceAgriMer.

Membre du RIEF (Research in International Economics and Finance)

Membre du comité de pilotage de l'EUR PgSE



Les relations partenariales du

CEPII

■ CEPII-PSE

PARTENARIAT CEPII-PSE

POUR LES POLITIQUES INTERNATIONALES ET ENVIRONNEMENTALES

Ensemble, PSE et le CEPII visent à mettre l'excellence académique au service de la compréhension des grands enjeux économiques internationaux, avec une attention particulière portée aux questions environnementales.

■ EconPol Europe

EUROPEAN NETWORK FOR ECONOMIC AND FISCAL POLICY RESEARCH

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont : ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), University of Oxford (Centre for Business Taxation) (Oxford, Great Britain), Università di Trento (Department of Economics and Management) (Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du Ministère allemand des finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.



ELSNIT

EURO-LATIN STUDY NETWORK ON INTEGRATION AND TRADE

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres : Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l'IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank - représenté par INT et INTAL).

GTAP

GLOBAL TRADE ANALYSIS PROJECT

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'économie et des finances).

JECO

LES JOURNÉES DE L'ÉCONOMIE

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.



Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

RIEF

RESEARCH IN INTERNATIONAL ECONOMY AND FINANCE

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres : ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), PSE (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris I (France).

TTIP-ITN

TRANSATLANTIC TRADE AND INVESTMENT PARTNERSHIP – INTERNATIONAL TRAINING NETWORK

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP, entre chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit - constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium : The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule (ETH) Zuerich, Universita degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut, Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont - Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, PSE - Ecole d'économie de Paris, The City University



Rapport d'activité 2020

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en août 2021

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Les analyses et études du CEPII sur le commerce international, la macroéconomie et les finances, les politiques commerciales et les migrations contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques. Le CEPII produit des bases de données et renforce le dialogue entre chercheurs, décideurs de la sphère publique ou privée et acteurs de la société civile à travers l'organisation de nombreuses conférences.

Fondé en 1978 et placé auprès du Premier ministre, le CEPII fait partie du réseau coordonné par France Stratégie.



www.cepii.fr

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00 – Fax : 01 53 68 55 01

www.cepii.fr